MASTER
NEGATIVE
NO. 94-82071-9

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States (Title 17, United States Code) governs the making of photocopies or other reproductions of copyrighted materials including foreign works under certain conditions. In addition, the United States extends protection to foreign works by means of various international conventions, bilateral agreements, and proclamations.

Under certain conditions specified in the law, libraries and archives are authorized to furnish a photocopy or other reproduction. One of these specified conditions is that the photocopy or reproduction is not to be "used for any purpose other than private study, scholarship, or research." If a user makes a request for, or later uses, a photocopy or reproduction for purposes in excess of "fair use," that user may be liable for copyright infringement.

The Columbia University Libraries reserve the right to refuse to accept a copying order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

Author:
Baebler, Alexis

Title:
Contribution à l'étude de la rationalisation

Place:
Paris

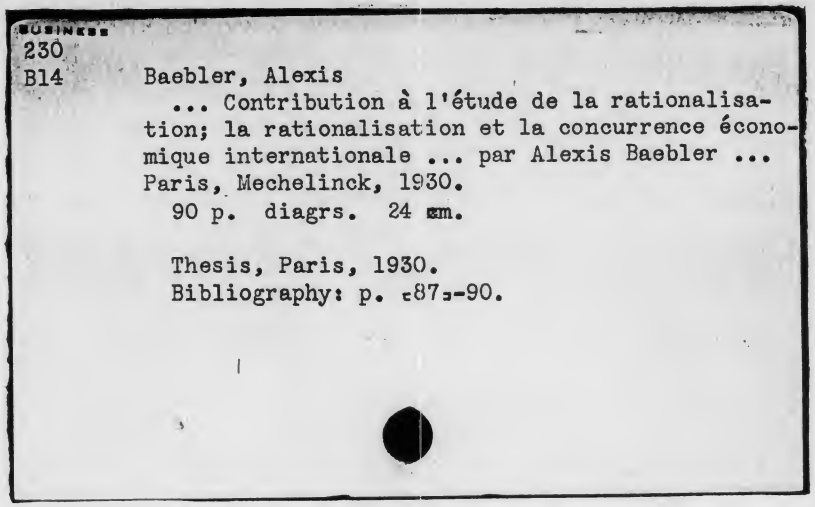
Date:
1930

94-82071-9
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD



BUSINESS
230
B14

Baebler, Alexis
... Contribution à l'étude de la rationalisation; la rationalisation et la concurrence économique internationale ... par Alexis Baebler ...
Paris, Mechelinck, 1930.
90 p. diagrs. 24 cm.

Thesis, Paris, 1930.
Bibliography: p. [87]-90.

RESTRICTIONS ON USE:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 12x IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 5/5/94 INITIALS: DG

TRACKING # : MSH # 00891

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

2.5 mm

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

2.0 mm

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890

1.5 mm

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890

PM-MGP 13″x18″
METRIC GENERAL PURPOSE TARGET
PHOTOGRAPHIC

200 mm

150 mm

100 mm

A3

A4

A5

1.0

1.1

1.25

1.4

1.6

1.8

1.0 mm

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890

1.5 mm

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

2.0 mm

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

2.5 mm

PRECISION℠ RESOLUTION TARGETS

Century

A&P

1303 Geneva Avenue
St. Paul, MN 55119

4.5 mm

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

Univ. Exchange FEB 6 1932

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE LA RATIONALISATION

La Rationalisation et la Concurrence Économique Internationale

---

THÈSE

Pour le Doctorat en Droit présentée et soutenue le 1er Décembre 1930, à 14 heures

PAR

ALEXIS BAEBLER

Président de Thèse : M. WILLIAM OUALID

Suffragants : MM. TRUCHY

LESCURE

ÉDITIONS ALBERT MECHELINCK
10, Rue Victor-Cousin
PARIS (5e)

1930

D230 B14

Columbia University
in the City of New York

LIBRARY

School of Business

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE LA RATIONALISATION

La Rationalisation et la Concurrence Économique Internationale

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE LA RATIONALISATION

La Rationalisation et la Concurrence Économique Internationale

---

THÈSE

Pour le Doctorat en Droit présentée et soutenue le 1er Décembre 1930, à 14 heures

PAR

ALEXIS BAEBLER

Président de Thèse : M. WILLIAM OUALID

Suffragants : MM. TRUCHY

LESCURE

ÉDITIONS ALBERT MECHELINCK
10, Rue Victor-Cousin
PARIS (5e)
—
1930

La Faculté entend ne donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

D 230
B14

March 23 DRIMEO DSP

INTRODUCTION

La rationalisation est un des sujets les plus discutés dans la littérature économique contemporaine. Les publications des nombreuses institutions officielles, des économistes, des partis politiques, des techniciens, des hommes de lettres même (1), des revues de tout genre et de la presse quotidienne, qui se multiplient de jour en jour, témoignent quelle importance ce phénomène présente à l'heure actuelle.

En feuilletant toute cette littérature immense on croit d'abord ne trouver que des opinions divergentes. Chaque auteur semble observer le problème d'un point de vue particulier, en découvrir des aspects nouveaux et en déduire des conclusions originales.

Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit que deux courants d'idées prédominent. L'un observe surtout la rationalisation du point de vue économique. Considérant les progrès techniques qu'elle entraîne, la production de valeurs d'usage qu'elle accroît, les salaires qu'elle fait hausser, certains auteurs se laissent aller à des louanges dythirambiques sur les

(1) V. 10 C. V., Chronique de notre temps, par Ilya Ehrenbourg, Paris, 1930.

bienfaits de cette nouvelle pierre des sages, qui va résoudre toutes les difficultés et qui fera naître un nouvel âge d'or. D'autres auteurs blâment la rationalisation. Après avoir observé le travail monotone des ouvriers généralement plus pénible, ils condamnent les nouveaux procédés et s'inquiètent du sort de l'humanité; certains d'entre eux regardent avec mélancolie le bon vieux temps.

Qu'y a-t-il, que se passe-t-il? Les mesures dites de rationalisation inaugurent-elles réellement une période nouvelle dans l'histoire de l'économie mondiale et dans la vie des peuples? Si oui, allons-nous assister à un développement différent de celui observé jusqu'alors ? Les phénomènes vont-ils suivre une autre marche, ou bien au contraire, le développement va-t-il suivre son cours dans le même sens avec des phénomènes à caractère identique. Quels seront dans ce cas les changements qui interviendront ?

Tel est le principal objet de la présente étude. Il est vrai que la réponse complète à la question ainsi posée devrait embrasser une suite d'études se rapportant aux conditions sociales créées par la rationalisation, aux conséquences sur le marché intérieur des pays où l'industrie se rationalise, à l'accumulation du capital, aux phénomènes d'ordre financier qu'elle provoque, aux questions démographiques enfin. Mais des problèmes assez vastes se posent déjà lorsqu'on limite l'étude de la rationalisation à une seule des questions, il est vrai peut-être la plus importante : les conditions créées sur le marché mondial des marchandises par la rationalisation, la concurrence économique internationale.

Cette étude ne sera donc ni un plaidoyer, ni un réquisitoire. La rationalisation est en effet un phénomène de l'histoire économique, conséquence de phénomènes antérieurs et cause de phénomènes qui la suivent. Elle est un chaînon dans la suite nécessaire des événements. Il n'y a donc lieu ni de la blâmer ni de la vénérer. Il faut l'étudier et étudier ses conséquences.

LA RATIONALISATION

A lire le Bulletin de l'Institut International d'Organisation Scientifique du Travail et diverses publications semblables paraissant dans d'autres pays, on s'aperçoit qu'ils donnent soit des définitions succinctes, soit l'énumération de différentes mesures qui entrent dans la notion extrêmement large de rationalisation.

Une des définitions les plus connues, celle du Reichs-Kuratorium für Wirtschaftlichkeit dit par exemple que la rationalisation « c'est l'application pratique de toutes les découvertes techniques et d'un ordre, suivant un plan fixé, afin d'améliorer l'économie et par là augmenter la production des biens, assurer leur bon marché et améliorer leur qualité ». On pourrait citer d'autres définitions, celle par exemple du même Reichskuratorium, qu'il a formulée à une époque différente. Elle est une définition par le but : « la rationalisation doit provoquer un accroissement du bien-être national par un abaissement des prix, une augmentation de la quantité et une amélioration de la qualité des produits disponibles. » Mais outre que ces définitions sont en grande partie plus ou moins tendancieuses, elles ont pour l'analyse de la rationa-

lisation une utilité restreinte. Elles ne vont pas au fond des choses, ne distinguent pas entre les mesures qui atteignent les diverses parties du capital; elles s'attachent au contraire au but à atteindre. Mais alors il faudrait en conclure que lorsque ces buts ne sont pas atteints, on ne pourrait pas parler de rationalisation. Et on verra en effet que certains des buts de la rationalisation, sans contester qu'en rationalisant on les ait eus devant les yeux ne sont souvent et même ne peuvent pas être atteints. Il en est par exemple ainsi de l'adaptation de la production à la consommation, un des objectifs principaux, trop rarement énoncé, qui en régime capitaliste ne peut jamais se réaliser.

Il vaut donc mieux passer en revue les mesures que la littérature sur la rationalisation considère comme en faisant partie et analyser le rôle qu'elles jouent dans le processus de la production.

On va provisoirement classer les mesures en quatre groupes qui concernent successivement l'organisation générale, la production dans son sens étroit d'où l'on détachera les mesures concernant ce qu'on appelle un peu cyniquement le facteur humain et finalement la vente.

Quand on examine l'organisation on n'oublie jamais la concentration industrielle, la formation des trusts et des cartels ou des konzerns en Allemagne, des ententes de tous genres, qu'elles soient nationales ou internationales. On fait parfois certaines réserves à propos de la concentration, on dit qu'elle ne fait pas partie de la rationalisation elle-même. Mais tous s'accordent à lui trouver des liens très étroits avec

les mesures rationalisatrices. Elle facilite en effet nombre de mesures fondamentales en vue d'une production rationnelle telle que la spécialisation des usines, le choix de l'emplacement des usines, etc. Dans le cas de la concentration verticale, elle permet de compter avec plus de certitude sur les prix et les conditions d'approvisionnement de matières premières et d'établir ainsi plus facilement un programme détaillé de production.

Celle-ci doit devenir plus économique et techniquement « à la page ». La construction des bâtiments doit être faite de façon à répondre exactement aux besoins de la disposition des ateliers, des machines, des bureaux, etc. (1). La surface des ateliers ne doit pas dépasser les besoins réels, elle doit par conséquent être réduite au strict minimum. Par contre, on ajoute une grande importance à l'éclairage et au chauffage des ateliers. Des principes nouveaux régissent leur aménagement et surtout le choix et la disposition de l'outillage. C'est le chemin que doit faire la matière première et ensuite le produit semi-fini qui en est le criterium (2).

---

(1) Il est intéressant de noter que Le Corbusier qui représente en France l'architecture moderne préconise des principes identiques pour les maisons d'habitation. On n'y établit plus d'abord le plan général, la façade, etc. en y disposant ensuite les locaux tant bien que mal. On dispose d'abord les locaux, peu importe l'aspect général. Il se trouve de lui-même esthétique, comme est esthétique un avion, une locomotive, etc.

(2) L'ancien principe, la disposition d'après le genre de travail qu'effectuait la machine paraît en grande partie dû à l'emploi de la force motrice depuis démodée : la vapeur. Les machines étaient disposées le long de l'arbre de transmission. L'électricité comme force motrice a donné plus de liberté au choix de l'emplacement et a permis de prendre en considération d'autres facteurs.

L'organisation de la production elle-même doit être étudiée à fond. Les bureaux d'études et de préparation du travail, une comptabilité perfectionnée, l'emploi de statistiques et de graphiques doivent permettre d'en contrôler exactement la marche. Le principe qui domine ces occupations est celui d'économie; économie de matière première, son utilisation complète, utilisation des sous-produits et même des déchets et rebuts; économie d'espace, déjà mentionnée, économie de temps, économie de matériel, économie de frais généraux. Ceci pourra être réalisé, si la matière circule vite; son stockage doit être réduit, les transports à l'intérieur de l'usine améliorés, le transport des produits semi-finis d'un ouvrier à l'autre assuré par le convoyeur dans une mesure aussi large que possible; il n'est pas besoin de souligner que l'emploi des machines-motrices aussi bien que de machines-outils doit être étendu. Ceci amène à la production distincte de chaque pièce et à la production d'autant de pièces semblables que possible; ce sera la standardisation ou la réduction de types d'objets finis. Les machines elles-mêmes deviennent les objets de préoccupations identiques. Elles doivent être utilisées autant qu'il est possible. Les roues doivent tourner; une roue qui ne tourne pas ne produit pas, disent les Américains. Les machines doivent être « soignées », les causes de leur dépréciation étroitement surveillées. Les machines et les procédés de fabrication se modernisent; de nouvelles inventions sont employées.

Quant à « l'élément humain », la sélection professionnelle, l'attribution des tâches et l'instruction professionnelle, sont

le commencement de la rationalisation. Le travail lui-même, c'est-à-dire l'exécution des tâches doit être l'objet d'études constantes du bureau d'études et de préparation du travail; on y étudie, ainsi que dans différents instituts en dehors de l'usine, comment il est possible d'accroître le rendement par la spécialisation et par la décomposition des tâches, par la division du travail et la coopération, par les méthodes nouvelles de travail; on y arrive par l'étude des temps et des mouvements, de la fatigue, des instruments de travail; on met les résultats de ces études en pratique en introduisant l'usage des fiches, le chronométrage, l'imposition du temps maximum, la fonction du convoyeur et l'usage de modes de rémunération nouveaux; la surveillance est renforcée. Le principe est de nouveau l'économie : l'élimination du travail inutile, économie de main-d'œuvre. L'hygiène et l'étude des maladies professionnelles visent, outre l'augmentation de la résistance physique, un but dit moral, c'est-à-dire la diminution de la résistance de classe; il faut y ajouter la sélection « morale », les questionnaires sur la vie privée (3) et les rapports sur les organisations surtout syndicales et politiques (4), la publication de journaux et de brochures patronales; on influe sur

---

(3) Bat'a, industriel tchécoslovaque, le plus grand fabricant de chaussures de l'Europe centrale, s'intéresse à la situation pécuniaire des ouvriers, de leurs parents, etc., jusqu'à demander un boudget détaillé, précisant les dépenses pour les cigarettes, etc., etc. V. *Bulletin de l'Inst. d'Org. Scient.* Mars 1930.

(4) Ford n'accepte pas d'ouvriers syndiqués, ni de catholiques. V. D. Mikol, *Prospérité Américaine et Fordisme, le point de vue d'un ouvrier américain.* La brochure est une réponse à Dubreuil. Paris, 1930, publié par le Groupe d'Etudes Anglaises.

les ouvriers en leur donnant l'illusion d'une communauté d'intérêts avec l'entrepreneur. On éduque leur initiative, on organise leur représentation dans les conseils de l'entreprise, leur participation aux bénéfices, on se livre à la philanthropie et aux œuvres sociales (5). Si la résistance des ouvriers ne peut pas être vaincue de cette façon, on emploie des méthodes plus efficaces : les renvois, les amendes, le service secret, les listes noires patronales, le déplacement en masse d'une entreprise à l'autre, d'une ville à l'autre, le lock-out, les mesures plus ou moins humaines de la police publique et privée (6), etc., etc...

Une dernière série de mesures a trait à la vente. L'étude du marché, des indices de prix, etc., est rendue possible grâce au développement des Instituts publics d'étude de la conjoncture (7) comme ceux d'Allemagne ou d'Amérique, par les études et informations des revues économiques et financières qui documentent de mieux en mieux leurs lecteurs (8). Les programmes de fabrication sont adaptés aux prévisions ainsi obtenues. La vente elle-même est organisée, la publicité et « l'éducation » de l'acheteur, en vue de faire naître de nouveaux besoins, d'inciter à dépenser et de « standardiser les

(5) Bat'a fait faire à ses ouvriers de la gymnastique dans les Sociétés des Sokols, à programme politique d'extrême droite évidemment.

(6) V. sur ce point André Philipp, *Le problème ouvrier aux Etats-Unis*, et particulièrement le chapitre sur « La domination patronale ».

(7) Le mot « conjoncture » récemment introduit dans la langue économique française, est employé dans le sens de « circonstances dont dépend la bonne ou la mauvaise marche des affaires ».

(8) Les hebdomadaires tels que l'*Analist*, le *Statist*, l'*Economist*, sont une source de documentation économique qui ne laisse rien à désirer.

désirs » est renforcée et modernisée, le crédit à l'acheteur presque généralisé (9).

Cette énumération sommaire n'a évidemment pas la prétention d'être complète. Elle donne néanmoins une idée sensible des mesures de rationalisation. La tâche sera de trouver le criterium qui permette de classer ces mesures par rapport aux éléments du capital engagés dans l'industrie qu'elles affectent et par l'influence qu'elles ont sur le partage de la valeur créée.

En procédant à l'élimination des catégories de mesures plus éloignées de la rationalisation de la production elle-même, pour s'approcher d'elle, on trouvera d'abord une catégorie de mesures, qui ont pour conséquence de modifier le partage de la plus-value produite. La concentration, la vente directe à l'acheteur, l'organisation de celle-ci ont pour résultat d'accroître les profits d'un entrepreneur aux dépens d'un autre, d'une forme de capital aux dépens d'une autre (pratiquement du capital industriel aux dépens du capital commercial, des grands producteurs aux dépens des petits). D'où les hésitatioins de classer ces mesures dans la rationalisation. Elles ne réduisent aucune partie du capital et ne réduisent pas par conséquent le prix de revient. Elles peuvent théoriquement réduire le prix de vente, sans que l'entrepreneur abandonne une partie de son profit. Mais on sait que les prix de vente sont régis par des lois propres aux monopoles qui se créent

(9) V. l'étude très documentée d'E. Seligman qui a paru en 1927 à New-York « The Instalment Selling » — 75 % d'automobiles sont vendues aux Etats-Unis à tempérament.

de cette façon et qu'ils sont le plus souvent plus élevés. Le rôle de ces mesures doit donc être limité à ce qu'elles permettent : *a*) de mieux procéder à la véritable rationalisation; *b*) d'augmenter les profits de l'entrepreneur sans toucher aux éléments fondamentaux de la production capitaliste.

Pour toutes les autres mesures, on peut, avant d'aller plus loin, les diviser en deux catégories bien distinctes en partant du facteur central de la production, le facteur qui est seul productif de valeur, le travail humain.

Une première série de mesures s'attache à faire produire davantage à l'ouvrier d'une façon directe : en intensifiant le travail. Une grande partie des mesures préconisées par Taylor lui-même, toutes celles qui imposent un temps maximum et jusqu'à celles qui paraissent être le terme final de tous les tâtonnements en cette matière, le convoyeur ou la chaîne, y compris les modes de rémunération, tendent à ce but.

Il faut y ajouter l'extension des heures de travail, avec l'observation que cette extensioin et l'initensification du travail ne peuvent être cumulées que jusqu'à la limite des possibilités physiques. L'extension de la journée de travail est en quelque sorte la forme simple, l'intensification la forme plus élevée nécessitant une réorganisation et souvent des dépenses importantes, d'une seule et même catégorie. Il s'agit en effet de faire produire à l'ouvrier plus de valeur, à le faire produire plus de plus-value en même temps, puisque le minimum d'existence de l'ouvrier, dont la force de travail n'est pas exploitée jusqu'à la limite du possible, doit être dans tous les cas couvert par le salaire. La partie du travail nécessaire,

du travail payé, pourra de cette façon être considérablement diminuée par rapport au travail productif de plus-value, du travail non payé. La plus-value absolue dans le sens de Marx sera augmentée (10) dans le premier cas, la plus-value relative dans l'autre.

La deuxième série de mesures poursuit un objectif différent : l'augmentation de la productivité de travail. Si les mesures de la série précédente avaient été prises en vue de faire dépenser à l'ouvrier une plus grande quantité de force de travail pendant un temps donné, celles-là s'appliqueront à faire produire à cette force dépensée une plus grande quantité de valeur d'usage. Il s'agit donc là d'agir non plus sur le facteur travail lui-même, mais sur les autres facteurs de la production.

Il faut néanmoins distinguer des mesures d'un ordre spécial. Ce sont celles qui dans l'organisation du travail constituent un véritable progrès technique : une meilleure coopération et une meilleure division du travail; elles augmentent la productivité du travail sans autre modification des facteurs de la production. Marx les appelle « les forces naturelles du travail social; des forces naturelles comme la vapeur, l'eau, etc... » (11). Pour partie elles n'ont pour objet que de produire plus de valeur d'usage avec le même travail, c'est-

(10) Karl Marx, *Le Capital*, t. I, p. 379 :... « J'appelle plus-value absolue celle qui découle de l'extension de la journée de travail, plus-value relative celle qui découle de la contraction de la journée de travail et de la modification correspondante dans la corrélation des deux parties de la journée de travail. » (Les citations du Capital se font d'après la 10e édition allemande, Otto Meissners Verlag, Hamburg, 1922).

(11) *Le Capital*, t. I, p. 350 (Ch. 13, 2).

à-dire de diminuer la valeur par unité des objets fabriqués et de diminuer par là le travail nécessaire, de modifier la corrélation entre les deux parties de la journée de travail, d'accroître la plus-value. Pour partie, elles permettent d'économiser des outils, des locaux, etc., c'est-à-dire d'économiser le capital constant. Ceci nous amène à la première façon d'agir utilement sur les facteurs autres que le travail.

Un nombre considérable de mesures ont en effet pour but de dépenser aussi peu que possible du capital constant pour le même processus de production. Il s'agit d'un côté de réduire le capital fixe (utilisation prolongée de machines, diminution de la surface des ateliers, etc.), d'un autre côté de réduire le capital circulant (économie de matière première, utilisation des déchets, économie de frais généraux). Toutes ces mesures permettent de produire plus avec le même capital constant; à quantité de travail égale par unité de produits et avec un même capital constant — d'accroître la masse de la plus-value.

Une manière à part de diminuer le capital avancé par rapport à la quantité de produits est d'en accélérer la circulation. Une grande partie du « mystère » de Ford est là (12) et nombre de mesures prises couramment pour rationaliser une usine ont pour objectif principal d'accroître la circulation du capital. « Il s'agit d'un côté d'accélérer la circulatioin du capital circulant (matière première, objet en cours de fabrication), d'un autre d'abréger le processus de fabrication en

(12) Il paraît que Ford fait circuler son fonds de roulement 50 fois par an.

général, ce qui permettra de faire circuler plus vite aussi bien la partie du capital fixe entrant dans la composition de la valeur du produit que le capital variable (13) (l'emploi de nouvelles inventions simplifiant la production d'une même marchandise, etc.). Il faut y ajouter l'économie réalisée directement sur le capital variable (réduction du salaire ou du nombre des ouvriers).

Toutes les catégories de mesures énumérées jusqu'ici, soit qu'elles augmentent le taux de la plus-value directement (prolongation de la journée de travail, intensification du travail), soit indirectement, en abaissant la valeur des produits et en modifiant la composition de la journée de travail, soit enfin que, sans modifier son taux, elles en augmentent la masse par rapport au capital (augmentation de la productivité du travail par l'économie du capital), toutes ces catégories augmentent le taux du profit, puisque celui-là n'est autre chose que la plus-value mesurée d'une autre façon, non pas sur la grandeur du capital variable seulement, mais sur la grandeur du capital total (14).

Il en est tout autrement d'une dernière catégorie de mesures, qui consistent à introduire plus de machines et à les substituer aux ouvriers.

« La machine, origine de la révolution industrielle, remplace l'ouvrier, qui ne manie qu'un outil, par un mécanisme

(13) D'après Engels (Marx, *Le Capital*, t. III, 1, p. 46), la circulation du capital fixe croît à peu près de la même façon que la circulation du capital circulant.

(14) *Le Capital*, t. III, 1, chapitre 3, Relation entre le taux du profit et le taux de la plus-value.

qui en manie plusieurs à la fois et qui est mis en mouvement par une seule force motrice quelle qu'en soit la forme » (15). Son emploi tend à utiliser plus largement les forces naturelles, à remplacer l'homme par le second genre de machines, de machines motrices, à évincer l'homme à ce second degré. L'emploi des machines nécessite des investissements considérables; il augmente la valeur du capital fixe, qui acquiert de ce fait une importance accrue dans la production. Lorsqu'elles fonctionnent, les machines donnent une quantité sensiblement plus élevée de produits, mais si elles restent improductives elles grèvent lourdement le budget de l'entreprise. Elles n'offrent pas l'avantage de la force humaine qui ne coûte rien lorsqu'elle ne produit pas.

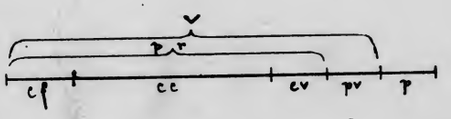
A mesure qu'on introduit plus de machines, c'est-à-dire à mesure qu'on augmente le capital fixe, on diminue le nombre des ouvriers et par conséquent les sommes destinées à les rétribuer, c'est-à-dire le capital variable, productif de plus-value. Que va-t-il se passer? Etant donné le taux de la plus-value, sa masse par rapport à la valeur du capital total va diminuer, en d'autres termes, le taux du profit va baisser. Ceci bien entendu à la longue seulement et à supposer que l'emploi des machines se généralise de manière à faire baisser le taux moyen du profit. Pour l'industriel qui modernise sa productivité par l'emploi des machines, il en est tout autrement. Les produits qu'il apportera sur le marché auront une valeur individuelle, si on peut ainsi parler, moins élevée que la valeur sociale des mêmes produits; ou bien à supposer que le machi-

(15) *Le Capital*, t. I, p. 339

nisme soit généralement plus développé que chez lui, la valeur de ces produits s'approchera de la valeur sociale.

Quel est le résultat qu'on obtient en divisant les mesures de rationalisation en toutes ces catégories et en les analysant comme nous l'avons fait?

Partant de l'analyse de Marx (16) que le prix de vente d'un produit peut se fixer, sans que le producteur vende à perte, entre le prix de revient et sa valeur et qu'il peut la dépasser, on peut pour plus de clarté prendre le cas du prix de vente plus élevé que la valeur du produit et représenter la composition de ce prix comme suit :

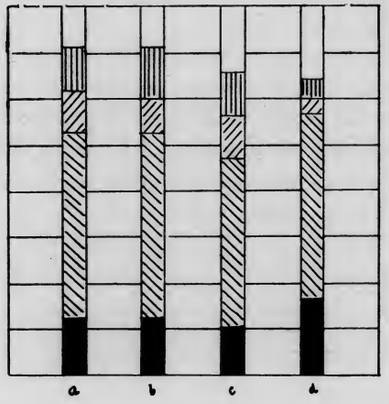


cf : capital fixe; *cc :* capital circulant; *cv :* capital variable; *pv :* plus-value; *p :* profit au-dessus de la valeur; *pr :* prix de revient; *v :* valeur.

On peut de la même façon représenter tour à tour la composition du prix de vente d'un objet fabriqué dans des usines différentes où on a rationalisé de façon différente, en admettant cette hypothèse qu'on puisse dans une usine pratiquer une catégorie de mesures de rationalisation, sans prendre une

(16) Voir surtout le chapitre « Prix de revient et profit », dans *Capital*, t. III, 1, ch. 1.

ou plusieurs mesures d'une autre catégorie. On arrivera à un tableau comme celui-là :



capital fixe | cap. circulant | cap. variable | plus value | profit au-dessus de la valeur

a : avant la rationalisation,

b : taux de la plus-value augmenté,

c : économie faite sur le capital constant,

d : l'homme remplacé par la machine.

Si on ajoute qu'une série de mesures ne se trouve jamais isolée, qu'on intensifie le travail tout en développant le ma-

chinisme et en diminuant les frais généraux, etc., un coup d'œil sur le tableau suffira pour donner une définition de la rationalisation :

La rationalisation est un ensemble de mesures qui diminuent la valeur des produits en s'attachant à en réduire le prix de revient au moyen de modifications dans la composition organique du capital, soit en réalisant des économies sur certains éléments, soit en substituant en partie un élément à un autre.

Comment mesurer le degré de rationalisation

Il résulte de l'analyse de la rationalisation que deux conséquences sont communes à toutes les mesures ou plutôt à toutes les catégories de mesures : baisse du prix de revient, baisse de la valeur des produits, c'est-à-dire diminution du travail socialement nécessaire à la production d'un objet donné. Et il en est ainsi, nous l'avons vu, tant de la partie de la valeur qui provient du travail directement, que de la partie qui provient de l'absorption de la valeur du capital circulant et d'une partie de la valeur du capital fixe.

Malheureusement ce trait commun ne peut pas servir à mesurer le degré, à suivre la marche de la rationalisation d'une façon sûre. Il implique en effet l'idée de valeur que ne dénonce aucune statisitique. On peut y voir « la valeur » des produits, mais ceci n'est autre chose que le prix global, ce qui n'est bien entendu pas du tout la même chose. Rien ne permet de contrôler si et dans quelle mesure la plus-value a été réalisée à une époque déterminée. On peut néanmoins comparer les indices de la production en prenant comme base les quantités et les indices calculés d'après les « valeurs » produites. On obtiendrait pour les Etats-Unis par exemple dans la période d'après-guerre le tableau suivant :

Années	1921	1923	1925	1927
Ind. de la prod. (1).....	100	151	156	159
Ind. des valeurs (2).....	100	138,8	143,7	143,8

On s'aperçoit bien que la « valeur », c'est-à-dire les prix, qui ont tendance à se fixer autour de la valeur, avance moins vite que les quantités produites. Mais si on considère les causes multiples et étrangères à la production qui peuvent les influencer et d'autre part les variations des éléments qui les composent, on doit renoncer à user de cette méthode.

Il ne reste par conséquent qu'à s'attacher aux facteurs de la production et en se basant sur l'analyse des catégories de mesures, chercher à fixer leurs changements relatifs.

Un des meilleurs livres français sur la rationalisation, celui de Charles Roy (3), emprunte une de ces méthodes. Il compare en effet les changements intervenus dans l'industrie allemande quant à la corrélation entre le capital fixe et le capital circulant. Il admet que les dettes obligataires et hypothécaires d'une entreprise sont égales au capital circulant, et le capital propre plus les réserves au capital fixe. Utilisant la publication de tous les bilans effectuée en 1925 à la suite d'une ordonnance prescrivant la publication des bilans d'ouverture en marks-or, il trouve les proportions suivantes :

(1) Indice de la production industrielle du Federal Reserve Board.

(2) Indice calculé d'après les chiffres du Statistical Abstract of the U. S. A., 1929, p. 788; ils sont pour les années considérées de 43,6; 60,5; 62,6; 62,7; milliards de dollars.

(3) Charles Roy, *La formule allemande de l'organisation rationnelle de l'industrie, Rationalisation contre marxisme*, Paris, 1929.

1913-1914

capital fixe : 13.126, capital circulant : 5.991,
soit 39 p. 100;

1925

capital fixe : 14.550, capital circulant : 3.092,
soit 21 p. 100.

Le rapport entre le capital fixe et le capital circulant a sans aucun doute une importance capitale, et la preuve éclatante nous est donnée par Roy lui-même au cours de son livre, mais comme méthode d'un usage général elle n'entre néanmoins pas en ligne de compte. Les données dont elle se sert ne sont publiées que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, et ensuite elle ne tient pas compte d'autres changements intervenus puisqu'elle ne distingue pas dans le capital circulant ce qui en terminologie marxiste est capital circulant et ce qui est capital variable.

Une autre méthode, de beaucoup supérieure, consiste à comparer l'augmentation des moyens de production avec le nombre des ouvriers; Marx procède de la sorte pour déterminer le degré de développement industriel de divers pays ou du même pays à diverses époques. Ainsi (4) il constate qu'au moment de la rédaction du Livre premier du Capital (1860-67) il y avait dans les filatures :

en France : pour 1 ouvrier, 14 bobines,

(4) T. I, ch. 20, p. 525.

en Russie : pour 1 ouvrier, 28 bobines,
en Suisse : pour 1 ouvrier, 55 bobines,
en Grande-Bretagne : pour 1 ouvrier, 74 bobines.

On peut faire la même chose aujourd'hui en prenant les données pour un élément aussi significatif pour l'industrie moderne qu'est la force motrice. On obtient pour les Etats-Unis par exemple le tableau curieux que voici (5) :

	1899	1914	1919	1923
Force motrice.....	100	220	278	336
Production	100	156	198	285
Nombre d'ouvriers.....	100	134	161	190

Les nombres indices de la production sont ici ajoutés pour plus de clarté. Il est en effet tout naturel qu'il se trouve croître moins vite que ceux des forces motrices et plus vite que ceux des ouvriers. Il ne s'agit que de comparer les chiffres représentant les forces motrices et le nombre d'ouvriers. Mais alors que devient l'emploi des machines-outils, des meilleurs outils tout simplement, l'intensité du travail? Et on s'aperçoit que ce sont plutôt les chiffres représentant la force motrice qui sont superflus et non pas ceux représentant la production.

En effet, si on comparait tout simplement le nombre d'ouvriers avec les quantités produites, on tiendrait compte de tous les éléments de la rationalisation puisque la production

(5) Chiffres du National Industrial Conference Borad cité par Siegfried, *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*, Paris, 1928, p. 170.

par tête d'ouvriers dépend à la fois de l'intensité de son travail et de sa productivité par l'emploi des machines, par la division du travail ,etc. Si on prend les chiffres représentant le nombre d'ouvriers et les indices de la production pour un pays tout entier et pour une suite d'années, on tiendra compte aussi des économies réalisées sur les divers éléments du capital circulant et fixe puisque les machines mal employées et les matières premières gaspillées ont dû être produites aussi, ce qui nécessitait des ouvriers et ne donnait pas de produits finis.

C'est donc à cette comparaison simple qu'il vaut mieux s'en tenir. Les statistiques publiées par les offices de statistique de divers Etats et l'indice de la production calculé aujourd'hui dans la majorité des pays civilisés nous permettent de nous en servir avec le plus de facilité.

La place historique de la rationalisation

Les fondateurs et les théoriciens de la rationalisation, de la science de la rationalisation, comme on l'appelle parfois, ont-ils vraiment découvert une chose nouvelle? Ply et Bollinkx avec leurs études de préparation du travail, Taylor avec son examen méthodique des gestes, l'élimination des mouvements inutiles, la réduction de la durée des opérations élémentaires, le mode de rémunération, les psychophysiologues et leurs études sur la fatigue musculaire et l'hygiène industrielle, Fayol avec son organisation de l'administration de l'usine, et enfin Hoover et sa lutte contre le gaspillage et pour la standardisation, Rathenau et Ford avec l'importance qu'il ajoutait à la production en masse d'articles standardisés et à bon marché — ont-ils vraiment inauguré une ère nouvelle?

C'est la question que nous avons posée au début de cette étude. Au moyen de l'analyse des diverses catégories de mesures de rationalisation, et de la manière de mesurer le degré de la rationalisation, d'en suivre la marche, on peut y répondre une première fois. L'examen des faits nous amènera à la réponse définitive.

A prendre une à une les catégories des mesures rationalisa-

trices, on s'aperçoit en effet qu'elles n'ont rien de neuf, qu'elles ont toutes l'âge de la production industrielle. Elles apportent sans doute des procédés nouveaux, elles sont en grande partie comme de nouvelles découvertes techniques, mais les buts que chaque catégorie particulière se propose d'atteindre sont des buts qu'on s'est appliqué d'atteindre depuis qu'on produit industriellement.

La concentration, qu'on classe sous certaines réserves dans la rationalisation, est un des phénomènes les plus caractéristiques de l'époque capitaliste. C'est sur elle que repose une grande partie des théories de Marx, qui est resté sur ce point irréfutable. On s'est attaqué à lui de ce côté, ces derniers temps, par la théorie de la « démocratisation » de l'industrie basée sur le fait que le nombre de porteurs d'actions industrielles croît sans cesse. Mais elles se trouvent réfutées d'avance par Hilferding (1) qui démontrait la domination des propriétaires de paquets compacts d'actions sur les petits rentiers éparpillés, des grandes entreprises sur les petites et enfin du capital financier, des banques, sur le capital industriel, les usines (2). Malgré le nombre considérable des porteurs d'actions, la concentration industrielle observée par Marx se poursuit depuis la naissance du capitalisme et aboutit de nos jours aux monopoles et à la domination de toute la vie économique par quelques banques géantes.

---

(1) Rudolf Hilferding, *Das Finanz-kapital*, Vienne, 1910.

(2) Lansburgh écrivait en 1914 déjà : « Les 300 financiers qui gouvernent aujourd'hui économiquement l'Allemagne se réduiront peu à peu à 50, 25, ou moins encore. »

Si on prend les catégories de mesures de rationalisation une à une, on trouvera en principe la même réponse.

L'intensification du travail par exemple n'est-elle pas en effet enregistrée depuis un siècle? Marx n'a-t-il pas écrit qu'en Angleterre la « prolongation de la journée de travail marche au pas avec l'accroissement de l'intensité de travail dans les usines depuis un demi-siècle (3) ». La lutte de Taylor contre la « flânerie » n'a-t-elle pas eu lieu peu après que la Commission Industrielle nommée par le Congrès des Etats-Unis en 1902 avait constaté que « la tendance de l'industrie va vers l'augmentation de l'effort » (4). Les méthodes de Taylor et l'introduction de la chaîne ne sont par conséquent que la continuation dans la même voie; ce qu'il y a de neuf, ce sont les procédés. Les efforts vers l'intensification du travail ont débuté avec l'industrie et ils ont abouti dans la grande production d'aujourd'hui à un rythme de travail dangereux pour la vie même de l'ouvrier (5).

L'extension de la journée de travail soulève des questions spéciales. L'introduction de la grande production industrielle et du machinisme a bien débuté par l'extension de la journée

---

(3) Voir *Le Capital*. Livre I, chap. 13, 3 c.) intitulé « L'intensification du travail » (chap. 13 : « Machinerie et grande industrie »).

(4) Et elle ajoutait : cela étant, il n'y a qu'un moyen de protéger la santé et la longévité de la population ouvrière, c'est la réduction de la journée de travail.

(5) Le meilleur connaisseur de la vie de l'ouvrier américain en France, le professeur André Philip, écrit dans son livre *Le problème ouvrier aux Etats-Unis* : « D'une façon générale l'industrie américaine enrichit peut-être l'ouvrier, mais elle le tue » (p. 86).

de travail (6), mais à la suite, les velléités des fabricants sur ce point se sont constamment heurté à deux obstacles : les possibilités physiques chez les ouvriers, résultant du fait « qu'on arrive à un point, comme dit Marx à ce propos, où l'extension de la journée de travail et l'intensification du travail s'excluent réciproquement » (7) et d'un autre côté l'action syndicale qui s'est exercée particulièrement sur ce point. Ces deux facteurs sont la raison principale de la diversité des heures de travail à différentes époques et dans différents pays. Il ne reste pas moins qu'à l'exception de très grandes entreprises rationalisées à 100 p. 100 où la journée est relativement courte (7 à 8 heures), nous sommes témoins d'une extension des heures de travail par rapport aux années qui ont suivi la guerre. En Allemagne, la journée de 8 heures a été abolie en 1923, les mineurs anglais ont perdu leur journée de 7 heures en 1926. Aux Etats-Unis le pourcentage d'ouvriers travaillant 48 heures ou moins par semaine, qui était de 51,5 p. 100 en 1921, est tombé à 46,1 en 1923 et continue à tomber (8). La journée habituelle dans le continent européen est aujourd'hui de 9 à 10 heures (9).

(6) V. K. Marx. *op. cit.*, ch. 13, 3, 6 b. : *L'extension de la journée de travail.*

(7) *Le Capital*, livre I, chap. 13, 3 c., p. 374.

(8) V. *American Labor Year Book*, 1927, p. 39 « Hours ».

(9) En Allemagne 70 % des métallurgistes travaillent 54 à 60 heures par semaine. Il en est de même en France. J'ai travaillé personnellement pour faire diverses observations comme manœuvre (août 1930) dans la métallurgie au Havre. La journée y est de 10 heures, plus rarement de 9 heures. On n'y travaille 8 heures que le samedi. La 9e et 10e heures et le samedi après-midi ne sont pas des heures supplémentaires puisqu'elles sont payées exactement comme les autres, mais elles ne sont pas obligatoires. Néanmoins tout le monde les fait à cause des salaires extrêmement bas. (Les salaires varient entre 2,60, 3,10, 3,50 et 4 fr. de l'heure, moins les assurances.)

En ce qui concerne les catégories de mesures que nous pouvons classer toutes sous le terme général de mesures augmentant la productivité du travail, il est à peine besoin de dire que c'est un des principaux points à propos duquel la supériorité du travail industriel sur le travail des époques antérieures se manifeste. C'est la division du travail qui impressionnait le plus Adam Smith, c'est au machinisme qu'est dû, d'un avis quasi-général, la révolution de la production.

Quant aux économies sur le capital fixe ou circulant, on ne trouvera personne pour affirmer que c'est une préoccupation récente des industriels (10). Il n'en est pas moins vrai que les mesures de cet ordre ont aujourd'hui une importance accrue par suite des circonstances qui ont engendré la rationalisation en général et par suite de certaines circonstances particulières, telles que la cherté croissante des terrains dans les agglomérations industrielles.

Il est logique, par conséquent, que la mesure commune, la diminution de la valeur des objets fabriqués soit un phénomène tout aussi vieux que le sont les faits qui en sont la cause. Rien de plus connu, d'ailleurs, que le phénomène de la valeur d'échange décroissante de toutes les valeurs d'usage. On n'a qu'à ouvrir n'importe quel manuel d'économie politique pour y lire comment tel ou tel objet avait 20, 30, 50 fois davantage

(10) Marx a d'ailleurs approfondi la question au point de vue des modifications du taux de profit. V. *Le Capital*, livre III, ch. 5 : « Economie dans l'emploi du capital constant ».

de valeur, c'est-à-dire qu'il représentait plus de fois la quantité de travail socialement nécessaire pour sa fabrication qu'aujourd'hui, il y a 100 ou 200 ans. Les statistiques font bien ressortir ce phénomène pour ces dernières années (11).

Nous sommes donc logiquement amenés à conclure que rien n'a été changé au fond. Avec des nouveaux moyens et des nouvelles méthodes on s'appliquait à réduire le prix de revient. Ces nouveaux moyens et ces nouvelles méthodes ne sont autre chose que les découvertes tant dans le domaine de la technique (mécanique, chimie, etc.) que dans le domaine de la science de l'organisation du travail et de l'organisation de la production en général.

Il n'y a par conséquent qu'une seule chose qui ait pu être changée : c'est la promptitude et la généralisation de l'application pratique de ces découvertes.

Les statistiques doivent démontrer la même chose. En comparant le volume de la production pour une suite d'années avec le nombre d'ouvriers correspondant, nous devons remarquer un écart entre les deux courbes ainsi dissociées, écart qui va toujours en augmentant et qui pour un pays ayant pratiqué la rationalisation s'accroît particulièrement vite dans une période donnée.

Les courbes (12) pour les Etats-Unis par exemple dénoncent l'année 1921 comme le début de la rationalisation. Ceci devient particulièrement visible si on représente l'écart seul en le portant sur une droite (13).

(11) V. page 26 et le graphique p. 51.
(12) V. infra, p. 38.
(13) V. infra, p. 39.

Nous arrivons de la sorte à une deuxième définition de la rationalisation. Elle est une période de l'évolution économique où par suite des nécessités du marché les découvertes nouvelles ou simplement non encore appliquées sont réalisées d'une façon particulièrement radicale et générale.

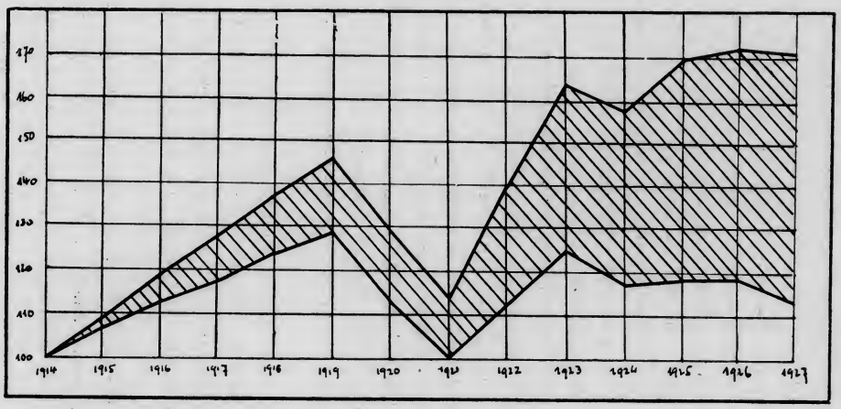
Ces nécessités du marché n'étaient en l'espèce pas autre chose que le désarroi de l'économie mondiale à la suite de la grande guerre ou des guerres civiles qui s'ensuivirent, coïncidant avec une crise cyclique.

L'Amérique voyait cesser les commandes de matériel de guerre des alliés, une bonne partie de l'industrie française était détruite, l'Angleterre qui avait favorisé pendant la guerre l'industrialisation des dominions et s'était laissé ravir maints marchés extérieurs par l'Amérique, ne retrouvait plus ses débouchés d'autrefois, l'Allemagne enfin était à l'intérieur économiquement ruinée tant par la guerre que par l'inflation (14); les dettes de guerre commençaient à peser sur l'Europe...

Mais depuis? Personne ne conteste que le monde n'a plus retrouvé son équilibre économique tout relatif qu'il était, d'avant-guerre. Bien avant la crise de 1930, le chômage sévissait dans nombre de pays : Etats-Unis, Angleterre, Allemagne, Italie, etc...

La cause profonde de cette crise chronique est dans la contradiction immanente dans le capitalisme entre la production et la distribution. Les lois intérieures de son développement

(14) Charles Roy trouve dans la ruine causée par l'inflation la véritable cause du mouvement de rationalisation.

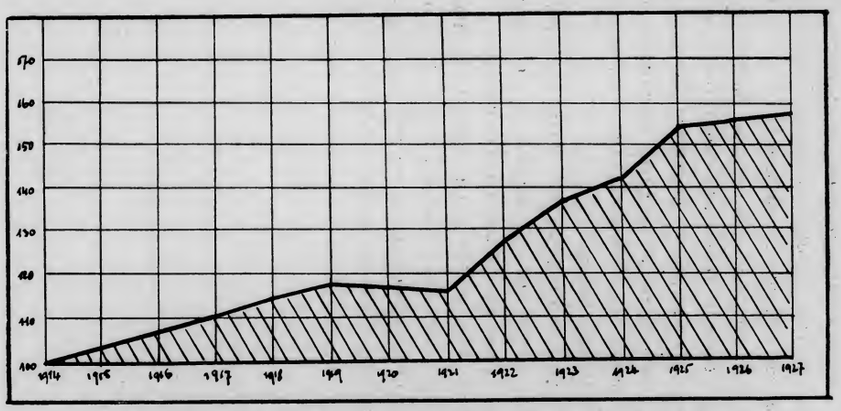


— 38 —

Sup. réprésente le volume de la production.

Inf. représente le nombre des ouvriers.

L'écart représentant l'avance de la rationalisation (v. p. suiv.).



— 39 —

L'écart entre la courbe représentant le volume de la production et la courbe représentant le nombre des ouvriers, porté sur une droite (v. p. préc.).

jouent sans trop de contre-coups dans un seul cas : lorsque les débouchés nouveaux s'ajoutent constamment aux anciens, lorsque le marché s'élargit inlassablement.

A la suite de la guerre, au contraire, les marchés ne s'élargissaient pas assez vite. D'une part l'appauvrissement résultant de la guerre a restreint les marchés d'autrefois, d'autre part la partie non capitaliste du globe, importatrice de marchandises, a poussé son industrialisation et s'est rétrécie à son tour, en tant qu'acheteur.

On a cru trouver le remède à cette situation dans la rationalisation. On a voulu forcer le marché en lui offrant des marchandises de moindre valeur, moins coûteuses.

La période de 1920 à 1930, durant laquelle la plupart des grands pays ont rationalisé, plus ou moins radicalement, il est vrai, suivant les circonstances, remplie d'espoirs dans ce moyen magique, — on peut l'appeler : la décade de la rationalisation.

L'exportation de marchandises

Il n'est indiscutable qu'une industrie qui a poussé l'organisation rationnelle de sa production plus loin qu'une autre, doit, toutes choses égales, battre son concurrent sur le marché. Ses produits peuvent être vendus à un prix inférieur, puisque son prix de revient est plus bas, tout en réalisant tout ou partie de sa plus-value.

Il en est de même d'un pays industriel tout entier. On n'a, qu'à regarder l'évolution de deux pays européens, largement industrialisés, depuis la guerre. D'une part, l'Allemagne, qui a rationalisé avec une opiniâtreté qui lui est propre, d'autre part l'Angleterre qui, se fiant à ses marchés coloniaux et semi-coloniaux (Chine, etc.), ne l'a pas fait (1). Tandis qu'on observe pour l'Angleterre une régression relative, et depuis 1925 absolue, pour l'acier, le fer, les textiles, les machines, on voit l'Allemagne doubler son exportation de produits finis entre 1924 et 1929.

Sur le marché des pays du Pacifique les changements sont tout au désavantage de l'Angleterre et à l'avantage d'un autre

(1) V. l'article : La dépression économique de la Grande-Bretagne, par J. de Keuster, dans la revue belge *Le Flambeau*, n° du 15 mai 1930.

concurrent rationalisé : les Etats-Unis. Les importations anglaises en Australie, en Chine, en Amérique du Sud, et même aux Indes, ne cessent de décroître tandis que celles des Etats-Unis se développent.

Ce qui prouve que c'est bien le fait que l'Angleterre s'est laissée distancée par les autres pays industriels au point de vue de la rationalisation, ce sont les efforts des milieux gouvernementaux en vue de provoquer un mouvement de rationalisation de l'industrie sur une grande échelle. Le ministre du chômage, Thomas, a élaboré un projet en ce sens. Mais il dépend des grandes banques qu'il soit ou non réalisé (2). Il se peut aussi qu'une banque nationale de crédit soit créée exclusivement à cette intention. Mais il paraît que l'opération est peu sûre. Une grande partie de la presse anglaise exprime en effet des doutes, quant aux possibilités de reconquérir les marchés perdus. On va même jusqu'à n'envisager d'autres perspectives que d'exporter désormais de la main-d'œuvre spécialisée (3).

Il est clair, par conséquent, que le degré de rationalisation est une des raisons principales du succès ou de l'insuccès d'une industrie ou d'un pays dans la lutte sur le marché mondial. Ce que nous voudrions prouver, c'est que la grande industrie concentrée et rationalisée s'engage fatalement dans cette lutte, qu'elle devient inévitablement expansionniste.

Il y a pour cela plus d'une raison. C'est avant tout l'essence même de la production capitaliste qui s'élargit et augmente,

(2) V. *Bulletin de l'Institut d'Org. scient. du Travail*, mai 1930.
(3) V. le *Daily Telegraph*, 22 févr. 1930.

conformément aux lois qui la régissent. Et cela tant qu'il n'y a pas de forces qui puissent l'arrêter : le manque de débouchés ou l'impossibilité de les créer.

Une autre cause, qui est en même temps une condition de la rationalisation, c'est la capacité d'achat du marché intérieur. Il existe en effet une liaison des plus curieuses entre le marché intérieur et le potentiel d'expansion de la production industrielle.

On dit souvent que les Etats-Unis par exemple, qui ont un marché intérieur très puissant, se désintéressent de leur commerce extérieur qui d'ailleurs ne représente qu'une portioin insignifiante de leur commerce global (4).

Il faut d'abord constater que le commerce extérieur des Etats-Unis est néanmoins formidable. Les Etats-Unis occupent la première place dans le commerce mondial. Leurs exportations atteignent en 1929 134 milliards de francs contre 90 1/2 pour la Grande-Bretagne, 82 pour l'Allemagne et 58 pour la France (5). Et ceci malgré le fait que l'Amérique a la grande partie de ses matières premières (sauf le caoutchouc), qu'elle a des céréales : en conséquence, ce qui fait l'objet du commerce de l'Angleterre avec ses dominions et les colonies alimente le commerce intérieur des Etats-Unis. L'Inde, le Canada et la Grande-Bretagne sont comme le South, le West et la région des Grands Lacs.

(4) Les Etats-Unis ont exporté en 1914 : 9,6 p. 100; en 1923, 8,5 p. 100 de leur production.

(5) V. l'article de R.-J. Pierre, « Le Commerce Extérieur des principaux pays en 1929 » dans *Journal des Economistes*, numéro du 15 avril 1930, p. 12 et suiv.

Il n'en reste pas moins, évidemment, que la puissance du marché intérieur des Etats-Unis est inouïe, et il s'agit de démontrer que loin de détourner les industriels de l'exportation, elle les y pousse.

Le marché intérieur fort laisse avant tout la production se développer. Il permet de créer de grandes entreprises produisant en série et en grandes quantités. Avant de songer à l'exportation, l'industrie est armée pour la lutte sur le marché mondial, et son arme est le produit à bon marché.

L'automobile américaine, qui a son premier et son plus fort consommateur dans l'Américain lui-même (6), a néanmoins envahi les autres continents. Que dire alors de la fabrication des motocyclettes dont plus de la moitié sont vendues au dehors, des machines à écrire et des machines à coudre dont un tiers et un quart sont exportés?

Depuis un demi-siècle d'ailleurs, le développement va en ce sens, la composition des marchandises exportées aux Etats-Unis ne cessant de se modifier à l'avantage des produits manufacturés et des matières premières demi-ouvrées (7). Et ce n'est que le commencement. M. Siegfried dit à ce propos : « Nul pays, par ses responsables, n'est en train de se préparer

(6) L'Amérique consomme 93 % de sa production automobile.

(7) La composition de l'exportation des Etats-Unis en p. 100 de l'exp. totale pour 5 catégories de marchandises (Siegfried, p. 194). Chiffres du Departement of Commerce :

	1875-79	1922-25
— — demi-ouvrées...	5	12,5
Produits aliment. bruts.....	20,3	9,7
— — manufact.....	24,3	13,9
Articles manufacturés	15,9	36,3
Matières premières brutes.....	34,1	27,4

plus méthodiquement à une future politique d'exportation » (8).

En second lieu, c'est l'efficacité du protectionisme qui est toute différente si le marché intérieur est plus ou moins fort. Le marché intérieur fermé aux concurrents étrangers par une haute barrière douanière, permet de fixer les prix quasi-librement. Il n'y a qu'une limite à l'élévation des prix dans un pays de monopoles et de protectionnisme tel que le sont les Etats-Unis : c'est l'absorption des produits par la clientèle nationale. La concurrence comme facteur de bas prix n'y joue plus. La monopolisation a éliminé le producteur indépendant de l'intérieur, le tarif le producteur étranger. Le résultat en est que les grands producteurs, restés ainsi maîtres de la situation, peuvent récupérer une prime (ce que les Allemands appellent extra-profit), qui leur permet de pratiquer le dumping. Ils peuvent vendre moins cher au dehors qu'ils ne vendent au dedans et compensent les profits moins élevés sur les produits exportés par des profits d'autant plus élevés sur les produits vendus à l'intérieur.

Ces primes sont évidemment d'autant plus considérables que le marché intérieur est plus fort.

Mais il y a plus grave.

Le marché intérieur puissant en tant que terrain propice au développement de la grande industrie, la possibilité de compenser les pertes relatives causées par le dumping, ce sont évidemment des circonstances qui facilitent et favorisent l'exportation. Mais ce qui rend la conquête des marchés exté-

(8) Siegfried, *op. cit.*, p. 198.

rieurs nécessaires, ce sont les lois qui régissent le développement de l'industrie en elle-même et qui se manifestent d'une façon particulièrement brutale dans la période de rationalisation.

Il s'agit d'abord de la part de la classe ouvrière dans le produit de la société. Dans la période de rationalisation cette part diminue d'une manière tangible. Et pourtant rien ne paraît plus difficile à avouer pour les auteurs qui écrivent sur ce sujet (9).

Nous touchons là à la question des hauts salaires et il faut d'abord éliminer le malentendu quant à leur raison d'être. L'idée très répandue que les industriels payent de hauts salaires simplement pour que les ouvriers viennent ensuite leur acheter plus de produits est simplement ridicule. Elle se ramène en effet à l'idée absurde qu'on peut réaliser un bénéfice en s'achetant soi-même ses propres produits et en les distribuant ensuite gratuitement.

Ce qu'il y a de juste pourtant, dans cette manière de raisonner, c'est qu'un nombre d'ouvriers plus restreints et mieux payés achètera plus de produits industriels proportionnellement que de produits alimentaires par exemple qu'un grand nombre d'ouvriers moins bien payés — et que par conséquent l'augmentation éventuelle des salaires sera en fin de compte moins lourde pour les capitalistes puisqu'ils en reprendront une partie sous forme de profits. Il n'en reste pas moins que

(9) V. tout le flot de publications en France à commencer par les études scientifiques (André Fourgeaud : *La Rationalisation*) jusqu'aux brochures de propagande de Michelin.

donner pour reprendre une partie seulement n'est pas une opération splendide.

Il nous faut par conséquent découvrir la véritable cause des hauts salaires avant de rechercher s'ils augmentent ou non la puissance d'achat des ouvriers.

C'est en Amérique le type du pays industriel, que les salaires sont les plus élevés. C'est donc l'Amérique qui de ce fait sert d'exemple aux prophètes du bien-être dont jouiront les ouvriers quand la rationalisation sera suffisamment appliquée dans n'importe quel autre pays.

Quelles sont les véritables causes des hauts salaires aux Etats-Unis? Il y en a une qui ne jouera pour ainsi dire pour aucun autre pays au monde si ce n'est l'Amérique du Sud. C'est la pénurie de main-d'œuvre, une pénurie d'ailleurs relative, puisqu'il y a du chômage continuel depuis la guerre (10). Si les industriels américains se plaignent de la pénurie de main-d'œuvre, c'est d'une main-d'œuvre jeune et forte de paysans frais de l'Europe orientale qu'il s'agit (11).

La cause principale des hauts salaires n'est d'ailleurs pas là. Elle se trouve dans la nécessité de mieux entretenir cette machine qu'est l'ouvrier lorsqu'on veut la faire travailler plus durement. Il faut que l'ouvrier soit mieux nourri et mieux logé de sorte qu'il puisse reconstituer ses forces pendant le temps

(10) V. le diagramme infra p. 38 où l'on voit que le nombre d'ouvriers embauchés en 1919 n'a plus jamais été atteint.

(11) A. Siegfried a fait sur ce point une observation intéressante. D'après lui, dans les mines et usines, où le travail est le plus dur, la nationalité prédominante est toujours celle qui a prédominé au cours de la dernière vague d'immigration.

libre. Cette nécessité est d'autant plus impérieuse dans un pays où l'épuisement des forces de l'ouvrier par le travail est poussé aussi loin et est aussi général qu'en Amérique. Il est en effet universellement connu que dans les grandes usines aux Etats-Unis, il n'y a pas d'ouvriers au-dessus de 40 et même de 35 ans. Pour celui qui a lu *The Jungle*, d'Upton Sinclair, écrite en 1907 déjà, cela est clair : l'ouvrier qui travaille dans la grande industrie américaine est physiquement tellement exploité qu'il devient après 10 à 15 ans un véritable déchet (12). Combien de temps tiendrait-il si, en outre, pendant ces quelques années, il était mal nourri et mal logé? (13) Il est évident que pour une industrie qui manque de main-d'œuvre ceci est une question capitale.

Ceci dit, reste la question de savoir si les ouvriers en général deviennent de plus forts acheteurs ou non et si, par conséquent, le marché intérieur profite ou perd du fait de la rationalisation.

Quand on observe les courbes représentant le mouvement des salaires nominaux ou même réels de l'industrie américaine, qu'on trouve reproduites dans nombre d'ouvrages fran-

(12) V. aussi infrà, p. 33 et les notes. — Dans le livre *The Labor in the Automobil Industry*, par Robert Dunn, New-York, 1929, on lit : « Le travail dans les entreprises Ford est mené à un rythme si meurtrier que les ouvriers qui ont travaillé quatre à cinq ans chez Ford sont exténués et fatigués à ce point qu'aucun autre employeur ne veut les employer. »

(13) Nous ajoutons que les Etats-Unis sont en tête quant au pourcentage des accidents de travail. Pour le travail souterrain les accidents mortels en 1922-23 sont de 2,94 %, tandis que la France n'enregistrait que 0,86 %. Le chiffre absolu d'accidents aux Etats-Unis était évalué par l'United States Bureau of Labor Statistics pour 1924 à 2.500.000, dont 23.000 mortels (*American Labor Yeau Book*, p. 44 et 46).

çais sur le sujet et qu'on ne veuille pas aller plus au fond de la question, on est forcément amené à des conclusions optimistes. Jules Moch, dans son livre : *Socialisme et Rationalisation* (14), s'écrie : la courbe des salaires se décolle de la courbe des prix; et il ne se fatigue pas de répéter cette banalité tout le long de sa brochure. Les salaires réels s'élèvent. Bon. Mais cela suffit-il pour conclure que la classe ouvrière participe pour une plus large part dans la distribution?

Le salaire est en effet un revenu peu sûr, même dans la grande industrie américaine et peut-être là surtout. Savoir que ceux qui travaillent touchent des hauts salaires ne nous avance pas si nous ne savons pas combien ils sont et combien de journées de travail ils sont à même de faire, ou ont l'occasion de faire durant leur vie. Beaucoup d'ouvriers parmi ceux mêmes qui touchent des hauts salaires chôment quelques mois de l'année. Il est connu que toute la General Motors par exemple travaille 6-7 mois de l'année seulement (15), que Ford a fermé complètement ses usines en 1927 pour plus d'une année. Pour les Etats-Unis en général, le pourcentage de full time employed n'a plus jamais dépassé depuis 1919 87,5 p. 100 (16) des ouvriers qui travaillent. Et le nombre de chômeurs qui n'est enregistré nulle part?

Prenons d'ailleurs les chiffres. Les statistiques américaines enregistrent en effet les sommes totales payées pendant l'année à titre de salaires. Nous y trouvons qu'entre 1923 et

(14) Bruxelles 1927. Préface de Léon Blum.

(15) P. Weinberger, *L'industrie Automobile en France et à l'Etranger*, thèse de Doctorat en Droit, Paris, 1930.

(16) V. *American Labor Yeau Book*, 1926, chap. Un employement.

1925 le total des salaires a diminué, passant de 10,999 millions de dollars à 10,727 millions, tandis que la production a augmenté pendant la même période puisque sa valeur figure pour les mêmes années respectivement pour 60,258 et 62.706 millions de dollars (17). Le graphique qu'on peut établir à l'aide de ces données pour les années depuis 1921, début du mouvement de rationalisation, fait d'ailleurs clairement ressortir la baisse relative de la part des ouvriers dans le produit total (18). Les industriels américains ont par conséquent bien compris le mot de leur maître en cette matière, Taylor, qui a dit : « Le premier objet de l'organisation scientifique doit être d'unir les hauts salaires avec les faibles frais de main-d'œuvre » (19).

Il faut ajouter qu'à l'approche de la crise de 1930 les industriels américains réduisent sensiblement les salaires (20).

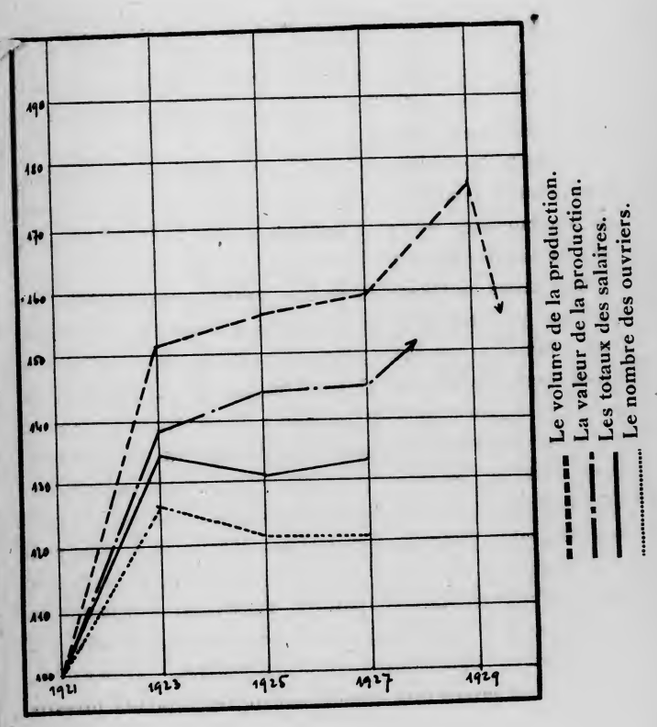
Voilà pour l'Amérique. L'absence de statistiques ne nous permet malheureusement pas d'établir la restriction relative de la force d'achat de l'ouvrier d'une façon si précise pour les autres pays. Mais il est évident que les résultats qu'on obtiendrait pour l'Allemagne par exemple seraient encore plus défavorables, vu qu'un des facteurs des hauts salaires, à savoir la pénurie de main-d'œuvre, n'y joue pas. On sait en effet

(17) V. *Statistical Abstract for the U. S. A.*, 1929, p. 788.

(18) V. p. suivante. Nous y avons ajouté une courbe représentant le volume de la production et une autre représentant le nombre des ouvriers. (L'indice du volume de la production est pour les cinq premiers mois de 1930 à 159 par rapport à 1921 = 100. V. *L'Information* du 1er juillet 1920.)

(19) V. *Bulletin de l'Institut de l'Org. Scient.* Février 1930.

(20) V. *L'Information* du 5 juillet 1930.



que le chômage y croît, tandis que l'indice des salaires réels s'élève presque insensiblement.

Reste la dernière cause de l'expansion de la grande industrie rationalisée, la plus importante, que nous avions mentionnée au début déjà. C'est l'élargissement spontané et irrésistible de toute production capitaliste qui exige impérieusement l'extension continue des marchés.

Comme toutes les autres lois, qui régissent cette production, celle-là aussi acquiert une importance accrue dans la période de rationalisation, qui n'est autre chose que le développement plus rapide de la production industrielle.

Nous avons eu l'occasion de nous rendre compte quelle importance présente pour une fabrication vraiment rationnelle une production en aussi grandes quantités que possible, la production en masse. L'industriel qui produit en plus grandes quantités, jusqu'à une certaine limite bien entendu, a un coût de revient moins élevé qu'un autre, qui avec un outillage tout aussi moderne produit des quantités moindres. Si le deuxième veut à l'avenir soutenir la concurrence du premier, il doit accroître son appareil de production. Il est fatal, que ceci devient un jeu sans fin. Il est fatal aussi, qu'à la chasse aux débouchés du premier, s'ajoute la chasse aux débouchés du deuxième. Et si les débouchés nouveaux restent par suite des circonstances indépendants des producteurs, introuvables, l'appareil de production restera inactif, les capitaux investis morts.

Et c'est exactement ce qui est arrivé.

On prendra comme exemple encore une fois l'Amérique,

qui ne peut pas se plaindre de l'impossibilité d'étendre ses marchés extérieurs puisqu'elle a évincé l'Angleterre de plus d'un marché de l'Amérique du Sud et de l'Extrême-Orient surtout depuis l'achèvement du Canal de Panama en 1920.

En 1925, en pleine période de prospérité, James J. Davis, U.S. Secretary of Labor, écrivait (21) : « The fact is that our productive machinery and equipment can not run 300 days in the year without producing a stock so large that it can not be sold in this country nor in any other and all other countrys ». Et il a calculé que dans diverses grandes branches industrielles il suffirait de faire marcher une partie seulement des établissements et une partie des ouvriers l'année entière pour produire tout ce qui peut être réellement vendu. Les chiffres qu'il a obtenus pour les mines de charbon de l'Illinois par exemple sont les suivants : 24,9 p. 100 des usines, employant 51,5 p. 100 des ouvriers, pourraient en 300 jours produire plus que ne produisent toutes les mines de l'Etat prises ensemble. Sur 338 mines, 254 pourraient arrêter complètement l'extraction. Pour une branche des plus fortement rationalisées, l'industrie des chaussures, il a établi (pour les Etats-Unis entiers cette fois) que 14 1/2 p. 100 des établissements, employant 60,4 p. 100 des ouvriers, pourraient produire en 300 jours 95 p. 100 des chaussures produites et vendues.

Il est à peine besoin d'ajouter que la situation s'est extraordinairement accrue depuis la récente crise mondiale.

Mais pour se rendre compte des proportions du suréquipe-

(21) V. U. S. Bureau of Labor Statistics, Monthly Labor Review, october 1925.

ment, laissons parler encore les Américains, des grands industriels, cette fois.

A. E. Erskine (22), producteur d'automobiles lui-même, parlant de cette industrie dans une conférence à la Chambre de Commerce de Boston, a déclaré que « l'industrie américaine de l'automobile souffre d'un développement exagéré. Sa capacité dépasse de 100 p. 100 les besoins. 9 millions de véhicules peuvent être construits dans un an, et la moitié suffit à la demande. Dans beaucoup d'autres industries la proportion est de 25 p. 100, mais d'une manière générale la capacité de production a été trop poussée et se trouve être fortement exagérée aujourd'hui. »

Ne craignant pas d'exagérer avec les citations, qui à défaut de statistiques sur ce point impossibles à établir, nous donnent une idée exacte de la situation, nous citerons encore Rascob, chef de la General Motors, qui a dit : « Nous avons poussé en avant la production si vite et avec tant de succès que nous sommes devant ce problème : comment consommer les marchandises que nous produisons. Nous sommes obligés de ralentir le machinisme de la production. Nous n'osons pas développer les possibilités latentes ».

Voilà où on est arrivé. L'industrie américaine ne travaille plus qu'à 50 ou à 60 p. 100 de sa capacité (23).

Ce qu'il y a de contradictoire dans cette situation, c'est que c'était pour rationaliser en produisant en masse qu'une

(22) V. *Cycles et Automobiles industriels, Paris,* numéro du 18 mai 1930, p. 51.

(23) *L'Information* du 16 juillet 1930.

grande partie de cet outillage hypertrophié a été amassé. Pendant qu'on étudie la façon de faire marcher « toutes les roues » d'une usine, de réduire le temps pendant lequel les ouvriers attendent la matière ou vont chercher leurs outils, parce que « les roues » ne marchent pas pendant ce temps, on construit de nouvelles machines, qui s'ajouteront aux anciennes quoique celles-ci déjà ne marchent pas toujours.

Il n'y aura personne pour affirmer que les industriels américains se désintéressent dans une telle situation des marchés extérieurs. Comme au lendemain de la crise de 1920-21, ils se mettront avec tous les moyens à la recherche de débouchés nouveaux (24).

(24) Après la crise de 1920, les sages estimaient toujours qu'une Amérique industriellement suréquipée ne retrouverait sa prospérité que dans une clinetèle internationale élargie et renflouée (Siegfried, *op. cit.*, p. 198).

L'exportation de capitaux

A côté des relations marchandes, si l'on peut dire, entre pays, il existe des relations non moins importantes au point de vue économique, des relations de créancier à débiteur provenant des mouvements internationaux des capitaux, du système des emprunts et placements internationaux.

Vu l'importance capitale de ces mouvements, il faut rechercher s'il y a des liens entre eux et le mouvement de rationalisation et de quelle nature ils sont.

Au premier abord, on ne voit même pas qu'il en puisse exister, mais à regarder de plus près on s'aperçoit qu'ils sont multiples. Et en effet rien de plus naturel. Les mouvements internationaux de capitaux, presque tout le siècle passé les a connus. C'est qu'il existe certainement des liens de cause à effet entre le développement industriel et ces mouvements. Comment dans une période de développement industriel accéléré feraient-ils défaut?

Un premier lien, peut-être le plus inéluctable, sinon le plus important, est celui qui lie le mouvement des capitaux aux besoins irrésistibles d'exporter des marchandises.

L'exportation des marchandises entraîne nécessairement

celle du capital financier. La principale raison d'être de cette nécessité est la possibilité d'absorption limitée de certains marchés extérieurs. Aussi bien les pays arriérés, tels les colonies, dans une grande mesure, l'Amérique Latine, l'Europe Orientale, la Chine, etc., avec leur faible accumulation de capital mais avec des ressources naturelles considérables, peuvent être de forts consommateurs et seront des créanciers solvables, si on leur avance les capitaux nécessaires pour pouvoir se porter acheteurs. Il en est de même de certains pays industriels qui, du fait de la guerre, manquent de capital, tels l'Allemagne et les Etats qui faisaient partie de l'Autriche-Hongrie.

A ce point de vue, exportation de capital veut simplement dire crédit à l'acheteur. Elle facilite et accélère l'écoulement des marchandises à l'extérieur, jouant le même rôle que la vente à tempérament à l'intérieur. On sait que celle-ci a pris une extension surprenante depuis la guerre aux Etats-Unis.

Les grands courants de capital prouvent d'ailleurs qu'il est le plus souvent lié à l'exportation des marchandises. Au XIX^e^ siècle, l'Europe industrialisée exportait du capital dans tous les pays où elle exportait des marchandises : aux Etats-Unis, en Egypte, en Russie, vers les pays du Pacifique. Le parallélisme des deux courants n'est pas moins visible si on prend les pays exportateurs un à un : ils se dirigent de l'Allemagne vers le proche Orient, la Turquie, la Syrie, l'Egypte, de l'Angleterre vers ses dominions et colonies, etc. Si pour les autres pays on ne peut pas discerner le phénomène avec autant d'exactitude, c'est parce que divers pays exportateurs

y ont collaboré : ainsi pour l'Amérique du Sud, pour la Russie, où la France, l'Angleterre et l'Allemagne ont eu des intérêts simultanés.

Après la guerre le tableau a grandement changé, mais le même phénomène est à observer. Avec les marchandises américaines, le capital américain est venu en Europe. Siegfried a très bien remarqué (1) que les Etats-Unis ont des possibilités encore énormes de placement de capital à l'intérieur du pays, mais qu'ils exportent néanmoins plutôt que de placer chez eux. Il dit textuellement : « ... L'exportation a donc été l'occasion du placement, tandis que celui-ci soutenait l'exportation. La nécessité y entrait pour une large part, ce n'était pas entièrement affaire de choix ». En Amérique du Sud l'invasion des marchandises des Etats-Unis fut accompagnée par l'invasion du capital. Celui-ci était avant la guerre de 174 millions de dollars, et s'est élevé depuis la guerre à 2 1/2 milliards, tandis que les placements des autres pays croissent à peine (2). L'Angleterre est simultanément en recul sur les deux fronts. L'Allemagne, qui est dans une situation particulière, puisqu'elle est hautement industrialisée et manque de capital, trouve de ce fait des difficultés énormes à son exportation de marchandises. Elle offre néanmoins un spectacle plus instructif peut-être au point de vue que nous traitons, que les autres pays. En effet, elle importe du capital et le réexporte en vendant des marchandises au dehors à crédit (3).

(1) V. Siegfried, op. cit., p. 221.
(2) V. Compeyrot « Finances Internationales », p. 79.
(3) On a lu récemment dans les journaux qu'un accord est intervenu entre les gouvernements allemands et roumains suivant lequel des mar-

Cette dernière observation nous amène à observer l'exportation du capital en tant que soutien de l'exportation de marchandises, sous un autre angle encore. Nous y découvrirons une autre attache entre la nationalisation et l'exportation de capital. Nous avons vu en effet que l'exportation de marchandises devient une nécessité de plus en plus impérieuse. La concurrence sur les marchés mondiaux devient de ce fait de plus en plus âpre. Et en dehors de la qualité et des bas prix, le crédit offert par le vendeur est un autre atout entre ses mains. Il est clair que pour les Etats « clients », financièrement faibles, celui des vendeurs est préférable qui offre plus de facilités de paiement, c'est-à-dire plus de crédit. La lutte sur le marché de marchandises se lie et se combine par conséquent avec la lutte sur le marché de capitaux (4).

Un autre aspect de la question, peut-être le plus important pour caractériser l'époque, ce sont les liens d'interdépendance des pays en relations économiques. Comme entre les personnes, c'est le créancier qui est le maître, le débiteur le serviteur. Contre qui l'Europe débitrice se concerte-t-elle, où voit-elle l'ennemi de sa véritable souveraineté — sinon en

---

chandises d'une valeur de 200 millions de RM. vont être fournies à la Roumanie à crédit. — Une grande partie des exportations allemandes en Russie Soviétique se fait d'ailleurs depuis des années à crédit.

(4) Hilferdring, dans son *Capital Financier*, écrit (p. 394) .....sur le marché mondial règne la concurrence et il ne reste qu'une chose : remplacer une sorte de concurrence par une autre moins dangereuse; à la place de la concurrence sur le marché des marchandises où le prix seul compte, vient la concurrence sur le marché des capitaux, les offres de crédit.....

l'Amérique créancière? (5) Le fait que les deux arrangements concernant la dette de guerre de l'Allemagne, dont pourtant la France est le créancier principal, portent les noms de deux banquiers américains, Dawes et Young, restera une trace ineffaçable de l'emprise américaine sur l'Europe d'après-guerre.

Rien de plus instructif à ce point de vue que le jeu des Etats-Unis en Amérique latine (6), où les bouleversements politiques, les révolutions et les dictatures militaires ne sont autre chose que des épisodes de la pénétration dans ce continent de son futur maître absolu : le dollar.

Rien n'est plus naturel de la part d'un Etat créancier que, manquant de débouchés, il se serve de sa domination financière (et politique) pour contraindre l'Etat débiteur à lui acheter ses produits. Et plus les nouveaux débouchés deviennent nécessaires, plus la pression est forte (7).

Un autre mobile de l'exportation de capitaux réside dans

---

(5) C'est un sentiment de crainte et de haine qui transpire dans le livre du Prés. du Cons. actuel, André Tardieu : *Devant l'obstacle, l'Amérique et nous.* Clémenceau exprime clairement l'idée que la France, étant débitrice des Etats-Unis, avait à craindre dans son indépendance réelle; il dit dans sa lettre au Président Coolidge le 9 août 1926 : « La France n'est pas à vendre, même à ses amis. Nous l'avons reçue indépendante, indépendante nous la laisserons. (*Grandeurs et Misères d'une Victoire*, p. 370.)

(6) V. une étude-reportage sur l'Amérique du Sud, « La troisième conquête de l'Amérique », par le prof. à l'Univers. de Berlin, Alfons Goldschmidt.

(7) Hilferding, *op. cit.*, p. 395, écrit : L'exportation de capital devient maintenant un moyen pour assurer les livraisons industrielles aux pays exportateurs de capital. L'acheteur devient débiteur et par là tombe sous la dépendance du créancier, dont il doit accepter les conditions.

la possibilité d'élargir les marchés en plaçant dans un pays précapitaliste.

L'importation de capital dans un pays peu industrialisé a pour effet d'y révolutionner les modes de production. L'accumulation lente et successive est remplacée par les surplus de capital d'un pays prêteur qui permet immédiatement de produire industriellement. Quand cela se produit, le pays ainsi industrialisé devient un acheteur bien plus intéressant qu'il ne l'était au temps d'une production primitive (8). L'importation de capital commencera à transformer la population paysanne et artisane en producteur de plus-value, dont la partie accumulable se portera nécessairement vers les vieux pays industriels, seuls producteurs de moyens de production industrielle. Les produits ainsi obtenus seront vendus non pas seulement à l'intérieur, mais sur le marché mondial. Autrement dit : la nouvelle industrie réalisera sa plus-value non pas seulement dans son pays, mais dans d'autres pays encore. Elle pourra par ce fait se porter acheteur de matières premières, de nouvelles machines et d'autres marchandises nécessaires à la production et à l'entretien de ses ouvriers pour des sommes bien plus considérables que ne pouvais jamais songer à ramasser la production primitive, créant moins de plus-value et la réalisant par des échanges intérieurs exclusivement.

Pour un pays industrialisé au point d'avoir un besoin pres-

(8) Hilferding, *op. cit.*, p. 399, écrit : « L'exportation de capital élargit les possibilités d'absorption d'une façon extraordinaire... le transfert de la production capitaliste sur le marché étranger libère celui-ci complètement des limites de sa propre force consomptive.

sant d'élargir ses débouchés à l'extérieur, pas de phénomène d'apparence plus favorable. Mais comme dans toutes choses, ici aussi une contradiction du système de production capitaliste n'est pas absente. Les pays industrialisés deviennent les concurrents des pays qui les y ont poussés (9).

Mais tout ceci ne nous apprend pas encore tout sur le lien étroit qui existe entre la rationalisation et l'exportation de capital. Il existe en effet dans les grands pays industriels des quantités considérables de capital en quête de placement. Ce qu'ils cherchent ce ne sont pas des placements quelconques, mais des placements aussi rémunérateurs que possible.

C'est le moment de se rappeler qu'une catégorie importante de mesures rationalisatrices modifient la composition organique du capital, et que de ce fait le taux du profit se trouve modifié. C'est l'introduction des machines et leur substitution au travailleur manuel. Elle cause une tendance de la plus-value à la baisse.

C'est là une des lois fondamentales de la production capitaliste que Marx a amplement développée (10). Elle se ramène à ceci : du moment que le capital constant augmente par rapport au capital variable, le taux du profit doit baisser puisqu'il n'est autre chose que la proportion entre la plus-value et le capital total.

Cette tendance ne peut être en pratique contrebalancée par aucun moyen. Elle peut être adoucie en partie par l'augmen-

(9) V. le chapitre suivant.

(10) K. Marx, *Le Capital*, t. III, partie III , « La loi de la baisse tendancielle du taux du profit. »

tation de l'intensité du travail, par le prolongement de la journée de travail, etc., c'est-à-dire par l'augmentation directe du taux de la plus-value, ce qui est d'ailleurs tenté dans tous les pays industriels.

Le taux du profit est par conséquent différent d'un pays à l'autre, suivant le degré d'industrialisation que la production y a atteint. Les capitaux à placer vont évidemment emprunter les chemins conduisant aux pays où le taux du profit est le plus élevé, c'est-à-dire ceux où l'industrialisation est le moins poussée. Ils y trouvent d'ailleurs d'autres conditions non moins favorables, qui augmenteront le rendement de leur côté. D'une façon générale, la main-d'œuvre dans les pays peu indistrialisés est meilleur marché puisqu'elle se recrute parmi la population indigène à bas niveau de vie et sans organisations syndicales, le prix des terrains y est bas, etc. (11).

Les pays arriérés vont voir à leur tour, en s'industrialisant, le taux du profit baisser. L'importation du capital étranger, facteur de l'industrialisation, sera devenue facteur de baisse du taux du profit, facteur du nivellement international des divers taux de profit nationaux. Cette tendance est tout aussi importante et essentielle pour l'économie capitaliste que la tendance à la baisse notée précédemment. Il s'ensuit que les possibilités de placement lucratif trouvent des limites tant

(11) Hilferding, *op. cit.*, p. 396, écrit : « La condition de l'exportation de capital est la diversité du taux de la plus-value... L'importance du profit dépend de la composition organique du capital, par conséquent de la hauteur du développement capitaliste. Plus celle-ci est avancée, plus est bas le taux général du profit. A cette condition générale s'ajoutent des conditions spéciales... hauts taux d'intérêt... main-d'œuvre peu coûteuse... bas prix de terrains... »

dans le temps que dans l'espace, et que la ruée vers ces placements n'est pas moins acharnée que celle vers les débouchés (12).

(12) Hilferding, *op. cit.*, p. 398 : « La lutte pour les débouchés devient une lutte pour les sphères de placements du capital entre les groupes nationaux de banques, et puisqu'elle cause le nivellement des taux, la concurrence économique se trouve serrée dans des limites relativement étroites; la lutte économique devient bientôt une lutte des forces, qui se servent des armes politiques. »

L'industrialisation des pays importateurs

Nous avons observé une ruée constituant une nécessité économique, tant de marchandises que de capitaux des pays industriels vers le dehors. Leur expansion en tant que vendeurs et en tant que prêteurs ne peut pas rester sans modifier tant les relations internationales que les conditions intérieurs des autres pays.

Quand le pays vers lequel les marchandises et les capitaux se portent est un pays à degré d'industrialisation égale ou à peu près égal, les relations qui se lient ressemblent singulièrement aux échanges intérieurs. Aucun autre phénomène ne les accompagne si ce n'est que les relations d'échange et de crédit servent de base et se doublent de relations politiques.

Tout autre est le cas où les relations d'échange et de crédit se nouent entre deux pays à degrés d'industrialisation différents, ou c'est un pays hautement industrialisé qui exporte ses produits et ses capitaux en excédent vers un pays arriéré. Il doit dans ce cas se produire un choc entre deux modes de production essentiellement différents : la production capitaliste d'un côté, et la production primitive, paysanne et artisanale de l'autre.

Que va-t-il se produire? Allons-nous rencontrer des phénomènes n'intéressants que l'ordre de choses intérieur du pays importateur de capitaux et de marchandises ou bien au contraire les phénomènes ainsi provoqués seront-ils d'une importance internationale, intéressant les relations économiques entre les autres pays? La concurrence internationale va-t-elle s'en ressentir?

Pour résoudre la question il faut distinguer entre l'importation de marchandises et l'importation de capitaux dans un pays à faible industrialisation ou à industrialisation inexistante.

Il est clair que l'afflux de marchandises produites par la grande industrie dans un pays où les mêmes objets sont produits avec des moyens de production primitifs doit bouleverser l'économie primitive. Les objets importés ont nécessité pour leur production une quantité minime de travail social par rapport aux mêmes objets indigènes. A supposer que ces objets constituent déjà (1) des marchandises, ils doivent être concurrencés d'un seul coup. Leur refoulement du marché par les produits importés doit porter un coup mortel à la production primitive.

L'effet de cette pénétration de produits industriels sera double : l'ouverture d'un marché arraché au concurrent indigène et la « libération » de toute la main-d'œuvre occupée précédemment dans la production primitive.

(1) La nécessité urgente pour l'importateur de substituer l'économie marchande à l'économie naturelle et les moyens d'y arriver dépassent l'objet de cette étude.

C'est la lutte contre cette destruction de la production primitive créatrice de misère qui est le moyen de propagande le plus puissant de Gandhi pour entraîner les masses pauvres dans la lutte contre les Anglais. Moyen bien démagogique au fond. Il est vain de s'opposer avec des métiers à main à l'assaut de marchandises britanniques. Le pays une fois libéré ne verra-t-il pas l'action exactement pareille de la jeune industrie indigène ? Rien ou pas beaucoup ne changera pour le peuple. C'est une manœuvre habile de l'entraîner dans la lutte sans poser la question de ses véritbales problèmes.

Comme nous l'avons remarqué déjà (1) les pays peu industrialisé sont les sphères favorites de placement de capitaux en excédent dans les vieux pays. L'afflux de ces capitaux à la recherche non pas par exemple de matières premières nécessaires à l'industrie du pays d'où ils viennent mais de possibilités de produire de la plus-value, car c'est là la véritable « vocation » du capital en excédent (2), provoque directement la création de la production industrielle. Il trouve dans ces pays outre les autres facteurs d'un taux de profit très élevé (3) cette circonstance particulière que la pénétration de marchandises lui a préparé : une main-d'œuvre abondante est prête à travailler pour un salaire dérisoire.

Toutes les conditions sont donc données pour qu'une industrie sur le modèle des pays à industrie techniquement le plus

(1) V. infrà, p. 64 et suiv.

(2) Hilferding, *op. cit.*, p. 385, définit ainsi l'exportation du capital : C'est l'exportation des valeurs destinées à produire à l'étranger de la plus-value.

(3) V. infrà, p. 64 et note.

avancés surgisse et se développe sur un rythme beaucoup plus rapide que ne se développe l'industrie des vieux pays.

C'est ce qui se produit en réalité. Les pays en retard quant à leur développement industriel, rattrappent les vieux pays à pas de géant.

La production du fer par exemple était pour les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, l'Angleterre et la Belgique en 1913 de 67.484.000 tonnes, pour les Indes et le Japon de 443.000 tonnes. En 1929, elle est respectivement de 80.708.000 et de 2.850.000. Celle des vieux pays a progressé de 19 % environ, tandis que celle de l'autre groupe de 543 % (1).

L'industrialisation des pays du Pacifique progresse avec une rapidité particulièrement remarquable. Elle a fait l'objet d'une étude de G. A. Jonhston (2) qui a fait des observations extrêmement curieuses. De tous les Etats de l'Amérique du Nord c'est la Californie qui s'industrialise le plus rapidement, y lisons-nous. Le Japon a sextuplé ses investissements industriels entre 1914 et 1927, sa production a plus que quadruplé; les filatures de la Chine ont triplé leur production dans les derniers dix ans, c'est-à-dire depuis la guerre, l'Afrique du Sud l'a quintuplée, etc., etc.

Ce refoulement de la production primitive, non capitaliste, par une production capitaliste dans les pays arriérés n'est d'ailleurs que la continuation de ce qui se passait au début du capitalisme dans les pays européens.

(1) V. Statesmans Yearbook, 1930, p. 19.

(2) *Revue Internationale du Travail*, juin 1930 (Bibliographie).

Rosa Luxembourg (1) qui a analysé cette tendance a ainsi résumé le résultat de ses recherches (2) : « Toute l'histoire du capitalisme se ramène à l'histoire des rapports entre la production capitaliste et le milieu non capitaliste qui l'entoure. Le capitalisme a besoin de ce milieu pour y écouler ses produits, pour s'y procurer des matières premières et pour en transformer les travailleurs en salariés du capital... Ainsi le capitalisme croît et multiplie grâce aux couches et aux pays non capitalistes, en poursuivant l'accumulation à leurs dépens, en les rongeant et en les refoulant pour s'implanter à leur place. »

L'industrie une fois installée dans un pays où il y en avait pas précédemment, la concurrence internationale va-t-elle s'en ressentir ?

Tout dépend évidemment des catégories de marchandises que produira le nouveau pays. Produira-t-il des matières premières qui ne se trouvent pas dans les vieux pays ou qui ne peuvent pas y être produites pour des raisons de climat, ce sera une division du travail entre les vieux et les nouveaux pays. Se portera-t-il au contraire vers la production de marchandises que produisent les vieux pays, un producteur concurrent naîtra sur le marché mondial.

C'est là que se manifeste une des contradictions du mode de la production capitaliste, qui joue son rôle à tant d'autres

(1) Une traduction abrégée de son principal ouvrage *L'Accumulation du Capital* a paru cette année, dû à Lucien Laurat. Il est suivi d'un aperçu de la discussion du problème depuis la mort de Rosa Luxembourg.

(2) R. Luxembourg, trad. Laurat, page 139.

points de vue, une des raisons de la suite déterminée et inéluctable des événements dans le monde d'aujourd'hui, l'opposition entre les intérêts de la classe capitaliste prise dans son ensemble et du capitaliste individuel. La classe aurait intérêt que le pays ne produise que des matières premières nécessaires à son industrie. Le capitaliste individuel, au contraire, n'hésite pas de les transformer dans le pays même s'il a des perspectives d'écoulement dans l'intérieur du pays ou dans les pays voisins. Il économise les doubles frais de transport, des matières premières vers le pays industrialisé et des objets fabriqués vers les débouchés.

Voilà la raison pour laquelle le capital placé dans un pays neuf se porte vers la production de marchandises demandées sur le marché mondial (1).

Ce fait est incontestable. Un exemple des plus saillants est l'industrie textile en Orient. L'Inde, au lieu de se limiter à fournir à l'industrie textile anglaise des matières premières, le coton, a créé ses propres filatures. La Chine est arrivée même à exporter des tissus (2).

Du fait de ces nouveaux concurrents le marché mondial devient le théâtre de nouveaux conflits d'intérêt, des conflits entre les vieux et les nouveaux pays. Les liens de débiteur à créancier qui les lient et qui se doublent de liens de dépendance politique ne tardent pas à devenir gênants pour les

(1) Hilferding, *op. cit.*, p. 399 : ...Le capital se tourne vers les branches de production dont l'écoulement de produits par le marché mondial est assuré. »

(2) L'article précité de Johnston dans la *Rev. Int. du Travail*, juin 1930.

nouveaux pays. La révolution aux Indes, à part le mouvement social qu'elle renferme, est surtout une tentative des producteurs indigènes de pouvoir disposer dans la lutte sur le marché mondial de toutes les armes dont disposent leurs concurrents politiquement indépendants, de devenir un auteur de conflits internationaux comme les autres pays capitalistes.

LE PROTECTIONISME

Le monde d'aujourd'hui, malgré des liaisons économiques internationales extrêmement développées, se trouve partagé en territoires séparés les uns des autres par des barrières douanières de plus en plus élevées. La question qui se pose est la suivante : ce protectionnisme outrancier est-il accidentel, provient-il de la méconnaissance de la part de ceux qui le pratiquent de leurs propres intérêts, dans quel cas un retour au libre-échange serait possible et une trêve douanière réalisable, ou au contraire ce protectionnisme est-il inhérent au système d'aujourd'hui; par suite avec l'avance du développement industriel deviendra-t-il de plus en plus général et les barrières douanières de plus en plus hautes ?

L'argument le plus fort, historiquement, en faveur de la première solution est la période libre-échangiste de 1860 à 70, en pleine période de l'industrialisation de l'Europe.

Il est vrai que l'Europe s'industrialisait en ce moment. Mais les échanges entre pays européens consistaient-ils principalement ou au moins pour une fraction importante en produits industriels? Non. L'Angleterre seule exportait en quantités importantes des produits industriels. Elle en avait

non pas seulement un quasi-monopole sur le continent, mais avait encore des débouchés monopolisés immenses dans son empire colonial. Ce marché colonial est d'ailleurs la raison pour laquelle elle est restée si longtemps fidèle à ses principes libres-échangistes. Les autres pays européens étaient à cette époque importateurs de produits manufacturés (1).

Les oppositions de la part des représentants de l'industrie naissante contre le libre échangisme pratiqué par leurs gouvernements respectifs, prouve d'ailleurs qu'ils se rendaient bien compte de leurs intérêts. Napoléon III agissait contre et malgré l'opposition du Parlement, les industriels du textile de l'Allemagne du Sud ne cessaient de protester contre l'absence de tarifs protecteurs (2).

Il n'est pas de meilleure preuve de la justesse de ce point de vue que la recrudescence prompte du protectionnisme dès que les industries atteignaient un degré d'épanouissement assez élevé pour devenir l'élément dirigeant de la politique commerciale dans les pays précédemment libre-échangistes.

Vers 1870, tous les pays procédèrent au relèvement de leurs tarifs; lorsque les traités de commerce de 1860 devaient être prolongés, tous se trouvaient d'accord pour les dénoncer. Le retour au protectionnisme fut général.

Il est compréhensible que les pays qui voulaient se créer une industrie la protégeassent contre les concurrents étran-

(1) Rosa Luxembourg, *op. cit.*, p. 121 : Le libre échange n'exprimait jamais les intérêts du capital; les pays libre-échangistes des continents étaient à cette époque des pays principalement agricoles.
(2) R. Luxembourg, *op. cit.*, éd. allemande, p. 426.

gers qui les dépassent par leur technique et leur organisation de l'exportation. C'est encore aujourd'hui la principale raison du protectionnisme irréductible des pays industriellement faibles tels que les pays balkaniques. Mais le rôle protecteur du protectionnisme, si l'on peut s'exprimer ainsi, appartient dans l'ordre international à l'histoire. Il n'explique pas le protectionnisme des pays qui ont peu ou pas à craindre la concurrence des autres sur le marché intérieur, tel par exemple le protectionnisme par excellence des Etats-Unis. Dans l'époque des luttes acerbes sur le marché mondial le protectionnisme joue un rôle offensif.

Nous avons noté déjà ce phénomène à propos de l'exportation de marchandises (1). Il s'agit de la réalisation de surprofits sur le marché national d'où toute concurrence étrangère est éliminée, pour pouvoir compenser les pertes relatives causées par la nécessité de vendre à des prix relativement bas à l'extérieur où joue la concurrence internationale.

Hilferding (2) écrit : « Avec le développement du système des primes nous assistons à un changement dans la fonction des tarifs douaniers. Le moyen de défense du marché intérieur contre l'industrie étrangère est devenu un moyen pour la conquête des marchés étrangers par l'industrie nationale, l'arme de défense du faible, une arme d'attaque du fort. »

Il y a deux moyens d'accroître les primes ainsi réalisées. D'élever les droits de douane, d'élargir le territoire à l'intérieur des frontières douanières. Si on y ajoute que la concur-

(1) V. infrà, p. 45.
(2) *Op. cit.*, p. 389.

rence internationale oblige tout pays ne voulant pas se laisser vaincre économiquement par les autres à faire tout son possible pour augmenter ses primes, il doit nécessairement en résulter une course vers les tarifs de plus en plus élevés (1) et une tendance de plus en plus forte pour élargir le territoire douanier.

La période de la rationalisation, avec sa poussée de marchandises vers le dehors, avec l'entrée en arène de nouveaux pays industriels, doit en conséquence être une période de recrudescence protectionniste sans précédent et de tentatives d'extension du territoire à l'intérieur de la barrière douanière.

Les faits confirment trait pour trait cette analyse.

Les années consécutives à la guerre ont vu presque tous les pays relever leurs droits de douane.

La vague protectionniste commence en 1921. La France porte cette année l'écart entre le tarif minimum et le tarif maximum à 300 p. 100. L'Angleterre par sa loi sur la sauvegarde des industries, relève de 33 p. 100 les droits sur les produits des « industries clefs » et sur les objets de dumping. La même année l'Italie relève ses droits.

En 1922, le tarif Fordney aux Etats-Unis entre en vigueur. Et c'est comme par contagion que les autres pays, de la Pologne jusqu'à l'Australie, introduisent des tarifs nouveaux tous

(1) Hilferding, *op. cit.*, p. 408 : Un tarif élevé devient une nécessité pour tous les groupes capitalistes. On ne peut pas à la longue rester en arrière. Le tarif élevé d'un pays entraîne avec lui la nécessité pour les autres de l'élever... La hauteur du tarif protecteur devient un facteur décisif dans la concurrence internationale.

plus élevés que les précédents. Seule l'Allemagne vient avec un retard, puisqu'elle relève son tarif en 1925 seulement, ayant été privée par le traité de Versailles de sa liberté en matière douanière, jusqu'à cette date.

A l'approche de la crise actuelle une deuxième vague de protectionnisme déferle sur le monde. Ce sont les Etats-Unis qui l'ont inaugurée. Leur tarif de juin 1930 est quasi-prohibitif(1). Les produits semi-finis en fer et en acier y sont taxés de 25 à 50 p. 100 *ad valorem*, des instruments et outils de 40 à 65 p. 100; pour certains menus objets finis jusqu'à 120 pour 100 si on calcule le droit à la pièce plus la taxe *ad valorem;* les bicyclettes, motocyclettes, etc., entre 15 et 40 p. 100, etc., etc.

La riposte des pays que touchait cette mesure ne s'est pas fait attendre. L'Espagne et l'Italie ont immédiatement relevé leur droit à l'importation. Parmi les articles frappés par les nouveaux droits on trouve des objets qui viennent pour une grande partie des Etats-Unis, tels que motos, autos, cycles, films, machines à coudre. Les élections au Canada, qui ont eu lieu peu après la loi douanière américaine, ont renversé le gouvernement qui ne projetait l'élévation du tarif qu'à l'égard des Etats-Unis et ont porté au pouvoir le parti conservateur à programme protectionniste plus marqué. Le 17 septembre les journaux annoncent le dépôt d'un projet de loi par le nouveau cabinet tendant à élever les droits de façon à frapper

(1) V. The Tariff, Section of the Commercial and Financial Chronicle, New-York, june 21, 1930.

150 produits étrangers sans distinction d'origine qu'il s'agisse de la métropole ou des autres pays.

La campagne en faveur d'un système protectionniste embrassant tout l'Empire britannique, menée depuis quelques mois par les Lords Beaverbrook et Rothermere est un autre symptôme de cette tendance.

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que la Conférence pour la trêve douanière ait échoué. L'attitude intransigeante du délégué français, Daniel Serruys, s'explique surtout par la « rectification » du tarif douanier opérée dès avant la conférence par l'Allemagne.

Et ce n'est certainement pas encore la fin.

Quant à la tendance de l'élargissement territorial du marché intérieur destiné à produire du « sur-profit », on peut y rattacher deux faits.

Le premier a trait aux essais jusqu'à ce jour infructueux du resserrement des liens entre l'Angleterre et ses Dominions. Le but déclaré en est le libre-échange impérial, ou mieux le protectionnisme impérial, car on songe à élever une barrière douanière autour de tout l'empire britannique et à liquider les barrières intérieures. La tendance précédemment mentionnée de la politique douanière du nouveau gouvernement canadien paraît le signe d'un échec certain de ces calculs. La conférence impériale réunie actuellement à Londres va d'ailleurs s'occuper de la question.

Un autre essai, qui n'a pas plus de chance de réussir que le premier, est celui qui tend à resserrer les liens entre les Etats de notre vieille Europe. Il est indiscutable en effet que der-

rière tous ces rêves de Paneurope il y a une idée bien réelle : le système des territoires exigus des Etats européens, comparativement à l'Amérique, affaiblit ces Etats dans leur lutte économique contre le nouveau continent. L'abolition des barrières douanières à l'intérieur de l'Europe et la création d'une nouvelle barrière autour de notre continent tout entier, mettrait l'industrie européenne dans une toute autre position pour un tel duel (1).

---

(1) Guy La Chambre, membre de la Commission des Affaires Etrangères à la Chambre exprime dans les « Deutsch-Franzôsiche Stimmen » du 6 juillet 1930 l'idée que le nouveau tarif américain ne va pas manquer de provoquer une recrudescence du mouvement paneuropéen. C'est une preuve éclatante que les partisans de la politique de Briand se rendent bien compte de son contenu offensif. — On peut trouver les opinions des hommes politiques français sur la question dans la conférence publiée comme brochure, d'Yves Le Trocquer sur l'Union douanière européenne. Paris, 1930.

Conclusions

De même que l'analyse théorique des mesures rationalisatrices, l'observation des phénomènes qu'elle provoque sur le marché mondial, nous amène à conclure que durant la rationalisation l'évolution économique a poursuivi son cours. Elle accuse le même ordre, la même suite des événements, elle est sujette aux mêmes contradictions.

Ce qui a changé dans cet ordre de phénomènes c'est encore une fois la vitesse avec laquelle ces événements se suivent, la promptitude avec laquelle les causes provoquent leurs effets inévitables.

La concurrence économique internationale, elle, est devenue plus acerbe.

Nous avons noté les causes d'une poussée irrésistible de la part des pays industriels vers l'exportation de marchandises. Comme cette même poussée se produit de la part de tous les pays simultanément, une lutte pour les débouchés très vive doit s'en suivre. Nous n'avons pas les moyens de mesurer l'âpreté de ces luttes économiques directement. Mais personne ne contestera qu'elles étaient durant cette décade très vives. La recrudescence protectionniste et la pratique de plus en

plus générale de dumping en sont d'ailleurs des preuves indirectes.

Il en est de même de la lutte pour les débouchés de capitaux, si on peut s'exprimer ainsi. Les capitaux, autant ceux à la recherche de placement, que ceux que soutiennent l'exportation des marchandises ont créé pendant ces 10 ans un réseau de liens embrassant le globe entier, particulièrement dense (1).

Il n'y a plus de pays capitaliste qui ne poursuive une politique de placements à l'étranger avec tout autant d'acharnement que la politique d'exportation des marchandises.

A mesure que l'industrialisation des régions non capitalistes se poursuit la chasse aux territoires à économie précapitaliste devient plus acharnée. Rien de plus caractéristique que la lutte entre l'Angleterre et les U. S. A. pour l'influence en Amérique du Sud. Les pays à industrie naissante de leur côté s'engagent dans la lutte contre l'envahisseur. L'Asie entière est en révolte contre les « blancs ».

Toutes ces raisons provoquent une tension incessante entre les grands pays engagés dans la lutte pour les débouchés et les territoires d'accumulation. Le désarmement, resté sur le papier, et l'état de paix armée dans lequel nous continuons de vivre en témoigne.

(1) Le système de crédits internationaux poussé à ce point paraît devenir alarmant pour certains. Une brochure a paru l'année dernière à Londres, due à Sir Georg Paish, qui est intitulée : *World's Economic Suicid*, et dont les têtes de chapitres sont autant de cris d'alarme : des crédits fabuleux, une dangereuse situation, restriction des achats, paiement en produits, le monde entier endetté.

Mais ce n'est pas la liquidation de conflits ou la suppression de leur raison d'être que s'est proposé le mouvement de rationalisation. Parlant de la place historique qu'occupe la rationalisation (1) nous avons observé que c'est à la crise générale de l'après-guerre, de la mévente de 1920-21 qu'elle voulait porter remède. Nous avons dit qu'en rationalisant on voulait forcer en quelque sorte le marché à absorber les produits de l'industrie en les lui offrant à meilleur compte.

Nous sommes amenés de la sorte à donner une troisième et dernière définition de la rationalisation :

Elle est la période où le capitalisme a cru trouver une issue à l'insuffisance des débouchés, dûe à l'exiguité du milieu extra-capitaliste par rapport au milieu capitaliste, dans l'amélioration énergique de sa technique industrielle et un abaissement correspondant de la valeur d'échange de ses produits.

Chose curieuse, le marché paraissait se prêter à cette expérience. Il y avait quelques années de bonne conjoncture. Les demandes ne cessaient de croître. Mais ces demandes provenaient en grande partie du processus de rationalisation lui-même, du processus de renouvellement de l'appareil producteur de la reconstruction de ce que la guerre a détruit, etc. (2). C'étaient des commandes réelles, mais pour les indus-

(1) V. infrà, p. 37.

(2) On lit dans le Memorandum pour l'Organisation Rationnelle aux Etats-Unis pour la Conférence Economique Internationale, en 1927, rédigé par David Houston : « ...Toutefois il ne faut pas perdre de vue que la grande activité de l'industrie du bâtiment pendant les quatre dernières années (1922-26) a été la clef de voûte de l'industrie... (p. 5). »

tries des grands pays prises dans leur ensemble, elles constituaient au fond des faux-frais.

La preuve en est qu'au moment où l'appareil producteur renouvelé commençait à jeter sur le marché ses nouveaux produits, le marché a été vite saturé.

La crise de 1930 n'a pour excuse ni guerre ni dévastation, elle est une pure crise cyclique de surproduction.

La rationalisation n'a donc pas arrêté cette tendance de la production capitaliste à engorger le marché.

La décade de la rationalisation a été, et elle n'a pu être autre chose, un épisode dans le processus de décadence du capitalisme.

Vu : Le Doyen de la Faculté,
J. BERTHÉLEMY.

Vu : Le Président,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur : L'Inspecteur d'Académie,
J. PARON.

BIBLIOGRAPHIE

KARL MARX. — *Le Capital.*

RUDOLF HILFERDING. — *Le Capital Financier.*

ROSA LUXEMBOURG. — *L'Accumulation du Capital.*

ALLIX EDGARD. — *Les droits de douanes, Cours de Science financière,* Paris, 1929.

CHASE STUART, *The tragedy of waste,* New-York, 1921.

CLÉMENCEAU GEORGES. — *Grandeurs et misères d'une victoire,* Paris, 1930.

COMPEYROT A. — *Finances Internationales,* Paris, 1929.

DEVINAT PAUL. — *L'organisation scientifique du travail en Europe,* Genève, 1927.

DUBREUIL HENRI. — *Standards,* Paris, 1929.

DUNN ROBERT. — *The labor in the Automobil Industry,* New-York, 1929.

EHRENBOURG ILYA, 10 C. V. — *Chronique de notre temps*, Paris, 1930.

FORD HENRY. — *Ma vie et mon œuvre*, Paris, 1927.

FOURGEAUD ANDRÉ. — *Rationalisation, taylorisme, fordisme, normalisation.*

GANDHI MAHATMA. — *La Jeune Inde*, choix d'articles, Paris, 1929.

GOLDSCHMIDT prof. ALFONS. — *Die dritte Eroberung Amerikas*, Berlin, 1929.

HIMMENTHAL. — *Die deutsche Rationalisierungs-bewegung,*

HOUSTON DAVID. — *L'Organisation Rationnelle aux E. U. A.* Genève, 1926.

JONES ELIOT. — *The trust problem in the U. S. A.* New-York, 1924.

MIKOL V. D. — *Prospérité américaine et Fordisme*, Paris, 1930.

MOCH JULES — *Socialisme et Rationalisation*, Bruxelles, 1927.

NOGARO B. et OUALID W. — *L'évolution du Commerce du crédit et des transports depuis* 150 *ans.*

OUALID W. — *Les ententes industrielles internationales et leurs conséquences sociales*, Genève, 1926.

PAISH GEORG. — *Worlds Economic Suicid*, London, 1929.

PHILIPP ANDRÉ. — *Le problème ouvrier aux Etats-Unis*, Paris, 1928.

REUTER DR. FRITZ. — *Lohnrationalisierung*, Reichenberg, 1929.

ROY CHARLES. — *La formule allemande de l'organisation rationnelle, Rationalisation contre marxisme*, Paris, 1929.

SELIGMAN. — *Economics of Instalment Selling*, New-York, 1927.

SIEGFRIED. — *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*, Paris, 1928.

TARDIEU ANDRÉ. — *Devant l'Obstacle, l'Amérique et nous*, Paris, 1926.

TAYLOR W. — *L'organisation scientifique du travail*, trad. Paris, 1929.

VARGA EUGÈNE. — *Decline of Capitalism*, trad. London, 1928.

WEINBERGER PAUL. — *L'industrie automobile en France et à l'étranger*, Paris, 1930.

WALTER G. — *La France d'aujourd'hui*, Paris, 1927.

Statistical Abstract of the U. S. A., The American Labor Year Book, Statesmans Year Book, Statistisches Jahrbuch fur des Deutsche Reich, Enquête du B. I. T. sur la Production.

Bulletin de l'Institut d'Organisation Scientifique.

Revue Internationale du Travail.

Journal des Economistes.

Le Flambeau.

Journal des Finances.

Jahrbücher für Nationalôkomie u. Statistik.

Die Gesellschaft.

Commercial and Financial Chronicle.

Monthly Labor Review.

Annalist, Le Temps, L'Information, Daily Telegraph, Berliner Tageblatt, Monde, Le Matin, Le Soir.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 5

La rationalisation..... 9

Comment mesurer le degré de la rationalisation..... 25

La place historique de la rationalisation..... 31

L'exportation des marchandises..... 41

L'exportation des capitaux..... 57

L'industrialisation des pays importateurs..... 67

Le protectionnisme..... 75

Conclusions 83

Bibliographie 87

Imprimerie spéciale des Éditions
Albert Mechelink — Paris

Date Due

END OF TITLE